

Quand l'exception devient la norme: L'ordinaire de la crise au Venezuela

Juillet 2021



Noria Research

Noria Research est un centre de recherche indépendant à but non lucratif, étroitement lié au monde académique. Notre objectif premier consiste à traduire en analyses originales des données recueillies sur le terrain, de porter cette recherche auprès d'un public large, et de contribuer à informer le débat public. Le travail de Noria est ancré dans une conviction profonde : il ne peut y avoir de compréhension des crises politiques sans connaissance de première main des dynamiques concrètes des sociétés où elles se produisent. C'est la raison pour laquelle le principe fondateur de Noria est un engagement absolu dans la recherche de terrain. Conscients de l'importance d'une recherche au service des sociétés, nous nous engageons par ailleurs à ce que notre travail résonne auprès des organisations de la société civile, des décideurs politiques, et du grand public. Créée à Paris en 2011, les activités de recherche de Noria couvrent désormais les Amériques, l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud.

Licence

Noria Research encourage l'utilisation et la diffusion de cette publication. Sous la licence cc-by-nc-nd, vous êtes libres d'en partager une copie et de redistribuer l'œuvre sur n'importe quel support ou format. Vous devez créditer l'œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'œuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens possibles mais vous ne pouvez pas suggérer que l'offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son œuvre. Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant. Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'œuvre modifiée.

Avertissement

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs seuls et ne reflètent pas nécessairement la position de Noria Research.

Coordinateurs: Fabrice Andréani, Yoletty Bracho

Editeur: Xavier Houdoy

Traduction: Fabrice Andréani, Yoletty Bracho, Rachel Gomes

Graphisme et mise en page: Romain Lamy & Valentin Bigel



Quand l'exception devient la norme: L'ordinaire de la crise au Venezuela

Juillet 2021

Coordinateurs:

Fabrice Andréani est doctorant en science politique à l'Université Lumière Lyon 2 (Triangle-UMR 5206). Membre du Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN). Chargé de cours à l'Université Lumière Lyon 2 et à l'IEP de Lyon.

Yoletty Bracho est doctorante en science politique à l'Université Lumière Lyon 2 (Triangle-UMR 5206). Membre du Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN). Chargée de cours à l'Université Lumière Lyon 2.

Intervenants:

Keymer Ávila est juriste et criminologue, chercheur à l'Institut des Sciences pénales et enseignant à l'Université centrale du Venezuela (UCV-ICP). Il participe au Réseau d'activistes et de recherche pour la vie en commun (REACIN), et à l'Observatoire des Systèmes Pénaux et des Droits Humains de l'Université de Barcelone.

Yoletty Bracho est doctorante en science politique à l'Université Lumière Lyon 2 (Triangle-UMR 5206). Membre du Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN). Chargée de cours à l'Université Lumière Lyon 2.

Fernando Garlin Politis est doctorant en ethnologie à l'Université Paris Descartes au sein de l'Institut de Recherche pour le Développement - Centre Population et Développement (IRD-CEPED, Paris).

Arnoldo Pirela est économiste, maître de conférences à l'Université Centrale du Venezuela et chercheur au Centre d'Études du Développement (UCV-CENDES). Il est chercheur associé à l'Institut de Recherches pour le Développement - Centre Population et Développement (IRD-CEPED, Paris).

Alejandro Velasco est historien, maître de conférences à la New York University (NYU-Gallatin) et rédacteur en chef de la revue *NACLA Report on the Americas* du North American Congress on Latin America (<https://nacla.org/>).

Verónica Zubillaga est sociologue, maîtresse de conférence à l'Université Simón Bolívar (USB) et membre fondatrice du Réseau d'activistes et de recherche pour la vie en commun (REACIN : <http://reacin.org/>).

Table des matières

- 9 **Introduction**
- 11 **1. L'État contemporain et le pétrole : les rapports complexes entre politique et économie**
- 13 Du pétrole faisons table rase ? Culture et politique dans l'effondrement vénézuélien
– Entretien avec Arnaldo Pirela, par Fabrice Andréani
- 21 La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantismes au Venezuela
– Entretien avec Yoletty Bracho, par Mathilde Allain
- 29 **2. La société à l'épreuve des violences institutionnelles et clandestines**
- 31 Les usages différenciés de la violence institutionnelle au Venezuela
– Entretien avec Keymer Ávila, par Fabrice Andréani
- 39 L'expérience de la violence armée dans les barrios de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien
– Entretien avec Verónica Zubillaga, par Yoletty Bracho
- 47 **3. Le Venezuela en tant qu'enjeu global : des expériences migratoires à la scène internationale**
- 49 Migrer chez soi, rentrer chez l'autre. Les détours entre la Colombie et le Venezuela des réfugiés vénézuéliens durant la pandémie Covid-19
– Entretien avec Fernando Garlin Politis, par Yoletty Bracho
- 57 « Toutes les options sont sur la table ? » La politique vénézuélienne des États-Unis sous l'administration Trump
– Entretien avec Alejandro Velasco, par Fabrice Andréani

Introduction

Depuis plusieurs années, le Venezuela connaît une combinaison inédite de crises d'ordre à la fois politique et institutionnel, économique et social, sanitaire et sécuritaire.

Après avoir perdu le contrôle du Parlement en 2015, le camp du président Nicolás Maduro n'a cessé de gouverner *via* l'état d'exception. Il réprime à loisir le dissensus et la protestation et limite toujours plus le pluralisme partisan. L'opposition parlementaire, réunie autour de la figure de Juan Guaidó au cours des deux dernières années, appelle en retour les États-Unis à couper les sources de revenu – déjà largement amputées – de l'État vénézuélien et à le menacer militairement.

Les institutions étatiques échouent à garantir les conditions de vie matérielles, juridiques et même physiologiques minimales qui prévalaient tant bien que mal il y a un peu plus de six ans. Elles n'en continuent pas moins d'alimenter des mécanismes d'accumulation de capital au profit de groupes civils et militaires qui se confondent de plus en plus avec l'élite gouvernementale. Dans ce contexte, les Vénézuéliens se voient souvent contraints à choisir entre un quotidien de privations, souffrances et vexations constantes, et les routes risquées d'un exode vers des horizons incertains, une voie empruntée par quelque cinq millions de citoyens depuis 2014 – soit environ 15 % de la population.

Les traits les plus dramatiques de cette situation sont régulièrement mis en exergue dans la presse nationale comme internationale, en particulier à l'occasion des événements les plus spectaculaires qui ponctuent les mobilisations anti-gouvernementales et les luttes partisans. Néanmoins, l'urgence de penser l'avènement d'une issue démocratique ou pacifique à cet état de crise devenu ordinaire tend à limiter la compréhension de la complexité de cette configuration autoritaire, et d'une conjoncture politique qui mêle dynamiques nationales, régionales et globales.

Certes, « la crise humanitaire » ou « l'urgence humanitaire complexe » survenue peu après le décès de Hugo Chávez et l'élection de Maduro en 2013 est largement liée au refus obstiné du second à quitter ou partager le pouvoir. Reste qu'entre le brouillage permanent des frontières entre secteurs économiques public et privé et la fragmentation continue de l'exercice de la violence, les ressorts de la domination de cet État dit « failli » et « voyou » sont bien plus diffus et ancrés dans la société qu'il n'y paraît.

Ce dossier analyse les dynamiques qui sous-tendent la perpétuation et la banalisation d'une crise multidimensionnelle au Venezuela. Il ne s'agit pas là, bien entendu, de relativiser la gravité du moment, qui ne peut être réduit à une invention politico-médiatique mais relève à la fois d'un ressenti subjectif largement partagé et d'une donnée objectivable. Cependant, en prêtant attention aux pratiques, interactions et représentations ordinaires des acteurs subalternes, intermédiaires et autres anonymes de la vie sociale et politique, les contributeurs prennent au sérieux le fait que contrairement à bien des prédictions (partisanes et/ou expertes), le pouvoir politique en place n'a pas nécessairement été fragilisé par le processus d'effondrement. Sous certains aspects, c'est bien le contraire qui semble se vérifier, bien qu'il ne faille pas exclure *a priori* une réouverture du champ des possibles *via* la rue, les casernes ou même les urnes.

Au fil des six entretiens qui composent ce dossier, ces chercheurs rendent compte des voies par lesquelles l'exception tend à se faire norme à travers l'espace social vénézuélien. Leurs travaux, fondés sur des enquêtes de terrain et des collectes d'archives récentes, explorent ainsi quelques-unes des dynamiques plurielles et entremêlées qui sont à l'œuvre, ce qu'elles doivent aux logiques de crise et à l'histoire plus ou moins récente, et comment elles en sont venues à structurer le quotidien et les attentes des Vénézuéliens, dans leur pays comme à l'extérieur¹.

1 La plupart des entretiens du dossier sont issus d'une série d'échanges sur ces thématiques avec les auteurs, initiés avec la participation aux conférences publiques organisées par le Groupe d'études interdisciplinaire sur le Venezuela (GEIVEN) à Paris et à Lyon en 2019.

1. L'État contemporain et le pétrole : les rapports complexes entre politique et économie

Depuis l'octroi des premières concessions pétrolières à des entreprises étrangères dans les années 1910, le devenir de l'État vénézuélien est solidement lié à l'extraction et au commerce du pétrole.

En contrepoint d'une littérature abondante sur les « pétro-États », **Arnoldo Pirela** explore les effets contre-productifs du paradigme dominant en matière de développement économique national, à savoir l'injonction à « semer » massivement les revenus tirés des *booms* pétroliers dans d'autres secteurs d'activité – qu'il attribue à une mentalité latifundiaire d'arrière-garde. À cet égard, si le reflux considérable des politiques sociales entre les années Chávez et Maduro a partie liée avec la chute des prix du pétrole, la mobilisation de l'armée et le contournement du cadre institutionnel préexistant au nom de « la Révolution » ont porté à leur paroxysme les pratiques prédatrices des élites au pouvoir, au détriment des services publics et infrastructures de base – et des citoyens qui en dépendent le plus dans la crise actuelle.

Dans ce contexte, **Yoletty Bracho** interroge les limites du projet révolutionnaire à partir du rapport entre les classes populaires et l'État. En effet, les politiques participatives et redistributives des gouvernements chavistes ont été promues par des militants de gauche désireux de « transformer l'État de l'intérieur », en alliance avec les associations présentes au sein des quartiers populaires. Or, la précarisation des dispositifs participatifs et l'accentuation de la crise révèlent le caractère contingent de ces projets en commun. À l'heure actuelle, la figure d'« ayant droit » est substituée par celle de « bénéficiaire » de l'action humanitaire, qui occupe désormais une place centrale dans la gestion des très graves difficultés du quotidien. Les classes populaires doivent alors apprendre à composer avec ces nouveaux acteurs de la solidarité et de la redistribution, qui tendent à déplacer le politique au profit des questions de subsistance.

Du pétrole faisons table rase ? Culture et politique dans l'effondrement vénézuélien

Entretien avec Arnaldo Pirela,
réalisé par Fabrice Andréani



Quels sont pour vous les traits saillants de la crise socio-économique que traverse actuellement le Venezuela ?

Le Venezuela connaît une crise multidimensionnelle inédite, marquée par des niveaux inouïs de pauvreté et d'extrême pauvreté (95% et 80% de la population respectivement) et des taux alarmants de dénutrition et de mortalité infantiles et maternelles. Plusieurs ONG et experts internationaux ont qualifié dès 2016 cette situation d'« urgence humanitaire complexe ». Depuis 2014, le PIB a chuté d'environ 90 %, sur fond d'hyperinflation continue et de destruction quasi intégrale de l'appareil productif, dont l'industrie pétrolière qui générait jusque-là l'essentiel des devises dans le pays, ainsi que des infrastructures et services de base tels que l'eau, l'électricité, le gaz, les transports et même l'essence. Le système de santé publique dépend quasi exclusivement de l'aide humanitaire internationale – et à défaut, des achats de médicaments et de matériel par les patients eux-mêmes. En moins de six ans, plus de 5 millions de personnes ont quitté le pays, pour beaucoup dans des conditions ultra-précaires.

Pour ceux qui restent, le salaire minimum légal est d'à peine quelques dollars par mois, la vaste majorité des travailleurs gagnant moins de dix dollars mensuels et les cadres guère plus de cinquante, alors que le panier mensuel moyen des ménages est estimé à près de 500 dollars. Malgré les devises reçues des proches partis à l'étranger, les habitants sont poussés en nombre croissant vers le secteur informel, voire illégal, alors que le premier employait déjà plus de 60% de la population active en 2014.

La société est de plus en plus dominée par les groupes les mieux « connectés » (*enchufados*) à la haute fonction publique et au haut commandement militaire, qui contrôlent les exportations de matières premières et les importations de produits de première nécessité. Ces acteurs civils et militaires dominants s'adonnent à la captation ou l'extorsion de

rentes issues d'activités illicites voire criminelles, qui vont de la contrebande de devises et d'essence au trafic de stupéfiants, en passant par l'extraction et le commerce de l'or d'Amazonie et de Guyane vénézuéliennes – activités qui contaminent au passage les principales réserves d'eau douce et de biodiversité du pays.

Les années Hugo Chávez ont coïncidé avec un boom pétrolier inédit, avant que les cours ne chutent fortement peu après l'élection de Nicolás Maduro. Quelle place accorder au facteur pétrolier dans la crise actuelle ?

Le pétrole ou la fluctuation de ses prix ne sont pas plus responsables de cette crise que des précédentes. Certes, comme ailleurs, lorsqu'ils ne canalisent pas à bon escient les recettes tirées des booms pétroliers, les gouvernants font payer aux plus précaires le reflux des cours et le renchérissement de la dette. Mais le Venezuela ne souffre pas tant du « rentisme » ou de la « malédiction des ressources » que du rapport de ses élites au pétrole – qualifié d'« excrément du Diable » par le diplomate Juan Pablo Pérez Alfonzo, initiateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP, 1960). Tout au long du vingtième siècle, les élites vénézuéliennes ont fait état d'une mentalité de propriétaires terriens du XIXe siècle. Ici, il a toujours été question, selon l'expression popularisée par l'écrivain Arturo Uslar Pietri, de « semer » les recettes pétrolières dans des secteurs moins techniques, voire de les substituer par celles d'autres activités, et en premier lieu l'agriculture, malgré le fait que les terres considérées cultivables dans des conditions optimales ne représentent guère plus de 2 % du territoire national.

L'ampleur des sommes dilapidées – et soustraites au Trésor public – au cours des années Chávez est le fait de l'exacerbation de cette culture économique latifundiaire, dans le cadre d'un projet de « révolution » flou et changeant au fil du temps, mais qui a

constamment affiché l'ambition de restructurer en profondeur la vie politique, économique et sociale nationale, ainsi que la géopolitique régionale. Or, cette ambition a souvent justifié d'outrepasser les quelques mécanismes de contrôle – notamment parlementaire – des finances publiques mis en place à grande peine au cours des quatre décennies de démocratie qui l'ont précédé.

La comparaison entre les réalisations de Chávez et celles de ses prédécesseurs est particulièrement parlante. Entre sa fondation en 1917 et 1972, l'industrie pétrolière vénézuélienne a rapporté à l'État en moyenne 2,69 dollars par baril exporté. Fort de ces recettes, le Venezuela a cessé d'être le pays le plus pauvre de la région dès les années 1930, et ce malgré l'absence d'une véritable stratégie de développement. Le pays s'est rapidement urbanisé, et s'est doté d'un réseau routier et de systèmes publics d'éducation et de santé modernes. À la fin des années 1960, environ 40 % de la population appartenait aux classes moyennes.

La crise énergétique mondiale de 1973-74 a déclenché un *boom* jusque-là inédit qui a culminé en 1981, le prix moyen du baril atteignant alors 29,71 dollars. Si certains investissements réalisés après la nationalisation en 1976 de l'entreprise pétrolière Petróleos de Venezuela SA (PDVSA) se sont révélés peu avisés (en particulier dans l'automobile, un secteur alors en pleine restructuration ailleurs dans le monde), d'autres ont permis de renforcer les infrastructures et les services publics tels que la santé et l'éducation, mais aussi l'eau courante, l'électricité, le gaz, les communications et les transports. Le pays, couramment appelé « Venezuela Saoudite », devenait le plus riche d'Amérique latine. Son PIB par habitant était supérieur à celui de la France, et le Concorde assurait une liaison régulière Paris-Caracas. Si la baisse des cours du brut lors des deux décennies suivantes a fragilisé ce quasi État-providence, c'était à un degré incomparable avec sa situation actuelle.

“Le crash pétrolier post-2014 n'a fait qu'accélérer un long processus de délitement”

Si l'on se concentre sur la période des gouvernements Chávez, le prix moyen du baril était de 56,2 dollars entre 1999 et 2012. Or, en dépit des annonces et inaugurations quasi quotidiennes du président à la télévision, on peine à mettre un seul chantier significatif à son crédit. Le paysage arbore partout les stigmates d'une longue série de projets inachevés : des ponts autoroutiers et des lignes ferroviaires aux improbables usines de matériel électronique chinois ou d'armement russe, en passant par les centrales électriques qui font cruellement défaut aujourd'hui.

Ironiquement, c'est grâce à deux programmes créés dans les années 1970 sous le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez – ennemi historique de la « révolution bolivarienne »² –, que la nation conserve encore une certaine présence à l'international : d'une part, les bourses d'études à l'étranger de la Fondation Gran Mariscal de Ayacucho, qui ont favorisé l'insertion de professionnels aux États-Unis et en Europe ; de l'autre, le Système national des orchestres et chœurs de jeunes et d'enfants du Venezuela, qui a produit des chefs d'orchestre prisés dans le monde entier, et constitue un modèle reconnu d'enseignement de la musique classique au sein des classes populaires.

En réalité, le *crash* pétrolier post-2014 n'a fait qu'accélérer un processus de délitement beaucoup plus long, dont certaines logiques se sont manifestées très tôt.

2 Cible du putsch raté qui a rendu Chávez célèbre en 1992, Andrés Pérez était retourné au pouvoir en 1989 en promettant un retour au « Grand Venezuela » des années 1970, mais avait pris des mesures d'austérité à l'origine des protestations dites du *Caracazo*, violemment réprimées.

Si Chávez rappelait régulièrement que le Venezuela possède les plus grandes réserves au monde, le pays n'en produit quasiment plus aujourd'hui : en matière de délitement, les gouvernants ont pour ainsi dire tué leur propre poule aux œufs d'or, l'entreprise pétrolière PDVSA. Comment l'expliquer ?

Au sein de la vaste coalition élue en 1998, qui réunit des militaires nationalistes et des civils de tendances très diverses – du centre-droit à la gauche radicale – le « contrôle du robinet pétrolier » est érigé en priorité absolue, comme s'il donnait accès à un pouvoir illimité. Pour certains, il s'agit de « réussir là où Cuba [avait] échoué ». Or, bien que de droit public, PDVSA avait acquis une certaine autonomie, s'imposant comme l'une des entreprises pétrolières les plus compétitives au monde – si bien que la gauche la qualifiait « d'État dans l'État ». Le peu de cas fait par Chávez aux procédures habituelles de nomination et promotion des salariés et cadres, amalgamant constamment « méritocratie » et « oligarchie », met PDVSA au cœur d'une crise politique aiguë en 2002-2003, marquée par un coup d'État raté contre Chávez et une grève pétrolière de trois mois. Chávez licencie alors 20 000 grévistes, et l'entreprise ne s'en est jamais remise.

PDVSA est alors mise au service d'un « socialisme du XXI^e siècle » resté largement indéfini, mais qui généralise une culture de la subvention indiscriminée de toute une série de biens et de services – aliments et médicaments, mais aussi devises et essence, quel que soit le niveau de revenu des acheteurs. Ce faisant, elle génère des pénuries régulières, une chute de la productivité nationale et la prolifération de marchés noirs. Avec l'instauration du contrôle des changes en 2003, en théorie pour parer à la fuite de capitaux, PDVSA doit revendre ses devises à moitié prix à l'État qui les assignera de façon incontrôlée, avec l'effet inverse de celui escompté.

En outre, lorsqu'à partir de 2007 Chávez décrète une série de nationalisations (*joint-ventures* pétrolières, télécoms, électricité, sidérurgie, grande distribution, agro-industrie, etc.), PDVSA, en tant que principal actif national, va devoir cumuler trois rôles à la fois : ceux de maison mère d'une myriade de filiales créées dans des secteurs parfois très distants (telle la vente d'aliments), de prêteur en dernier ressort dans le pays, et de garantie des prêts contractés par l'État à l'international. En fait, tandis que les autres entreprises publiques tournent au ralenti, PDVSA s'occupe de tout sauf de pétrole.



“PDVSA, Patria, Socialismo o Muerte”

Or, en parallèle, le gouvernement met la main sur les réserves d'excédent de la Banque centrale, justement prévues en cas de crash pétrolier, soit quelque sept milliards de dollars entre 2004 et 2006. Pire, à compter de 2007, il va s'engager à rembourser les prêts accordés par la Chine par des ventes futures de pétrole, pour une valeur qui atteindra plus de 50 milliards de dollars, soit environ un tiers de la dette publique actuelle.

L'un dans l'autre, à l'instar des coupures électriques nationales et du rationnement de l'eau courante, les cas d'explosions de raffineries et de pipelines dus au manque de maintenance augmentent dès la fin des années 2000. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la production de brut, après avoir stagné tout au long des années Chávez à moins de 3 millions de barils par jour, ait été quasiment réduite des deux tiers entre 2014 et 2019, avant même les premières sanctions pétrolières de l'administration de Donald Trump.

Malgré la rhétorique socialiste, les années Chávez ont montré une forte porosité entre secteurs publics et privés. Après avoir longtemps tenté de préserver son « legs », niant jusqu'à l'existence même d'une crise ou la nécessité de renégocier la dette, Maduro a entrepris un virage taxé de « néolibéral » par toute une partie du chavisme et de la gauche, libérant les taux de change et mettant même sur la table la question de la privatisation des entreprises publiques. Comment interpréter ce revirement ?

Si Hugo Chávez n'a pas inventé « l'hyper-présidentialisme » ou le clientélisme nationaux, il les a portés à leur paroxysme en mobilisant le cœur même de l'État : l'armée. Il a édifié au passage un véritable parti-État parallèle aux institutions préexistantes, échappant à tout contrôle judiciaire et parlementaire. De fait, tous les budgets publics d'envergure et autres fonds créés

ad-hoc ont été gérés de manière discrétionnaire par Chávez, avec son ministre de l'Économie et de la Planification Jorge Giordani. Cela a constitué un terreau d'autant plus propice à la corruption que la loyauté était le principal critère de gestion des ressources humaines, favorisant l'approbation de projets improvisés par les premiers « combinards » (*vividores*) venus, nationaux ou étrangers, associés pour se tailler la part du lion dans les secteurs où le gouvernement décidait d'investir. Chávez a été jusqu'à confier le Trésor public à son ex-garde du corps... avant de le remplacer par son infirmière personnelle.

Outre le mastodonte PDVSA et ses nombreuses filiales, l'ensemble des entreprises publiques et des partenariats public-privé mis en œuvre ont ainsi servi de vecteurs privilégiés favorisant le drainage d'argent public au profit des hiérarques du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) au pouvoir et de leurs associés au sein du patronat. Au rang des nombreux mécanismes de corruption associés au clientélisme gouvernemental, la dénommée « boli-bourgeoisie » (*boliburguesía*), la « bourgeoisie bolivarienne » qui s'est formée sous Chávez, a pu accumuler des fortunes colossales via la captation spéculative des pétrodollars assignés aux entreprises dans le cadre du contrôle des changes: achetées à l'État à un taux officiel artificiellement bas, ces devises étaient revendues au marché noir avec des marges de plus de 100%³.

Même les programmes sociaux ont été des sources d'enrichissement rapide. Ainsi, dès mars 1999, l'affectation de militaires à des soins médicaux et travaux de voirie dans les barrios (quartiers populaires) a provoqué l'engloutissement de dizaines de millions de dollars, en liquide. Un autre exemple significatif est celui des « entreprises de production sociale » (EPS), une figure juridique imposée aux sous-traitantes de PDVSA à partir de 2006⁴, et qui a été un véritable multiplicateur de corruption : en plus des commissions

3 [NdT] Un collectif d'économistes (et ex-ministres) chavistes a estimé que plus de la moitié des quelque mille milliards de pétrodollars captés par l'État entre 2003 et 2013 ont été détournés par cette voie.

4 La figure des EPS a été créée suite à la faillite de l'expérience des « coopératives », financées au cours des années précédentes via des prêts publics pour la plupart jamais remboursés.



Ciudad Caribia, « ville socialiste » de la Grande Mission Logement.

occultes de rigueur, la loi imposait aux EPS de financer un nouveau « fonds social » de PDVSA, mais les gérants de ce dernier contractaient ces mêmes EPS pour leurs activités.

Certes, les « missions » de santé, alimentation et éducation, lancées en 2003 avec l'aide de Cuba à l'approche d'un référendum où Chávez risquait sa révocation, ont participé de la réduction initiale de la pauvreté au plus fort du boom pétrolier. Mais elles n'ont jamais été intégrées aux ministères correspondants, et les services des médecins et éducateurs ont été chèrement facturés par l'État cubain – et avec force plus-value à la clé.

En 2011-2012, la dernière campagne présidentielle de Chávez – alors littéralement moribond – a constitué un point de non-retour pour les comptes publics, en particulier avec le lancement de la Grande Mission Logement. Ce programme prévoit la construction massive d'habitations gratuites et entièrement équipées par des entreprises de pays dirigés par des alliés du régime. Faisant fi de toute norme d'urbanisme

en vigueur (appel d'offres, plans, matériaux, transports, déchets, etc.), les logements s'avèrent à la fois peu pérennes et jusqu'à 50 % plus chers que dans le reste de la région. Quand il quitte le gouvernement en 2014, Giordani rappelle, dans une lettre ouverte accusant Maduro de ne pas avoir redressé les comptes à temps, que l'endettement généré à l'occasion était aussi « vital » sur le plan électoral que « démesuré » d'un point de vue financier.

Ce n'est qu'entre fin 2018 et mi-2019, sous le coup de cycles successifs de protestations sociales et de sanctions imposées par l'administration Trump⁵ que Maduro s'est résolu à légaliser et étendre l'emprise du « capitalisme sauvage ». Il a libéré les taux de changes et les prix, et s'est même « félicité » à la télévision de la dollarisation *de facto* de l'économie. Si cela a favorisé la floraison de commerces de biens secondaires ou de luxe destinés à une minorité ultra-privilegiée, il fait peu de doutes que bonne part des capitaux investis ou rapatriés à l'occasion ne pouvaient pas ou plus être placés aux États-Unis ou en Europe, de par la proximité réelle ou supposée des propriétaires avec la classe dirigeante.

5 Sur le refinancement de la dette en dollars fin 2017, l'exportation de pétrole aux États-Unis (2019-2020) et l'importation d'essence et de diesel étatsuniens (2020).

Reste qu'à court de recettes pétrolières, le gouvernement en est réduit à revendre à des pays comme la Turquie, le Qatar ou l'Iran de l'or extrait dans l'Arc minier de l'Orénoque⁶ sous la tutelle de divers groupes armés, dont l'ELN colombien et des factions dissidentes des FARC. Enfin, navigant dans les interstices de la géopolitique mondiale, Maduro a fait passer un décret appelé « loi anti-blocus » qui augure d'une privatisation massive – et anticonstitutionnelle – de l'industrie pétrolière et du reste de la structure productive aux mains de l'État. Reste à voir qui sont les acheteurs pressentis de ces actifs, très fortement dévalués et très risqués ; quel prix ils seraient prêts à payer, si tant est que ces achats se concrétisent ; combien ils seraient prêts à investir pour réactiver la production, en particulier pétrolière ; et comment ils prévoient de récupérer leur mise. Il pourrait tout aussi bien s'agir d'investissements dits « à haut

risque »⁷, que d'une vaste opération de blanchiment de capitaux « mal acquis » au sein ou à l'ombre de l'État, menée par des prête-noms de Maduro, du haut commandement militaire et d'autres hiérarques boliviariens.

6 Une vaste zone d'extraction minière recouvrant 12 % du territoire, inaugurée officiellement en 2016 via un Décret d'État d'exception, et contenant une grande quantité de minerais précieux (or, diamants, bauxite, cobalt, coltan...).

7 Intégrés aux portefeuilles de fonds de communs de placement (FCP) proposés par les banques aux investisseurs.

Pour aller plus loin :

Arnoldo Pirela, « Siete claves para comprender a Venezuela y un vistazo al futuro: mitos y avatares de la economía », *Cuadernos del CENDES*, n°100/36, 2019, pp. 1-34.

Arnoldo Pirela, « Geopolítica petrolera y autoritarismo en América Latina y el Caribe: el caso de Venezuela », *Caravelle* [en ligne], n°115, 2020.

La révolution bolivarienne a-t-elle transformé l'État vénézuélien ? Classes populaires, État et militantisme au Venezuela

Entretien avec Yoletty Bracho, réalisé par Mathilde Allain



La révolution bolivarienne initiée par Hugo Chávez en 1999 s'était donnée pour objectif de transformer l'État vénézuélien. Vous vous êtes intéressée à sa mise en place dans les quartiers populaires, ainsi qu'aux évolutions des rapports entre leurs habitants et les administrations. Comment se concrétise ce « pouvoir populaire » au Venezuela et que signifie dans ce contexte « transformer l'État » ?

La catégorie de « pouvoir populaire » est propre au langage militant, mais dans le contexte vénézuélien elle a aussi un sens administratif. Le terme a été mobilisé par les gouvernements chavistes (1999 – jusqu'à nos jours) pour nommer leurs programmes d'action publique participative. À l'origine, ces programmes ont eu pour objectif de matérialiser la révolution bolivarienne dans les quartiers populaires en favorisant leur accès aux biens et services publics tels que l'eau, l'électricité, la voirie, l'éducation, la santé. Ils se sont construits par des mécanismes dits participatifs ou de co-construction, qui faisaient interagir bénéficiaires et administrations.

Pour mettre en place ces programmes, les administrations ont intégré dans leurs rangs un personnel capable de tenir le rôle d'intermédiaire entre les institutions publiques et les populations des quartiers populaires. Il s'est agi notamment de militants issus des courants partisans et associatifs de la gauche vénézuélienne, qui entretenaient déjà des relations de proximité politique et sociale avec les quartiers populaires. Ces militants s'engagent à travailler au sein de l'État par conviction, mais aussi en suivant les offres d'emploi des gouvernements chavistes. Leur but est double : agir pour faire en sorte que les ressources publiques parviennent aux quartiers populaires, et faire jurisprudence afin qu'à leur départ ces échanges perdurent. Voilà ce qu'ils appellent transformer l'État depuis l'intérieur. À terme, on peut considérer que ces intermédiaires ont eu peu de succès dans leur projet.

Vous évoquez plusieurs courants au sein de la gauche vénézuélienne, ce qui va quelque peu à rebours de l'impression d'une gauche unie autour d'un projet bolivarien révolutionnaire. Quelles sont les différentes dimensions de cette gauche ?

L'impression d'une gauche vénézuélienne monolithique est surtout le fruit des efforts menés en ce sens par les forces politiques chavistes. On peut effectivement identifier, de manière schématique, deux grandes catégories au sein des gauches au Venezuela : les gauches partisans et associatives.

Par gauches partisans, je désigne celles organisées en partis politiques. À cet égard, il est essentiel de souligner le rôle structurant d'Hugo Chávez dans la création du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) en 2006 et du « Grand Pôle Patriotique » (GPP – ancien Pôle Patriotique) en 2012. Ces structures ont servi à homogénéiser les gauches partisans, que ce soit par la fusion des formations politiques en un seul parti (PSUV), ou par la construction de coalitions électorales (GPP) en soutien aux candidats du PSUV. C'est donc un travail de groupement des forces de gauche opéré par le chavisme pour produire une unité à visée électorale, mais qui cherche à gommer la pluralité au sein de ces forces et à empêcher les contestations au chavisme.

De leur côté, les gauches associatives sont constituées de structures que l'on qualifie au Venezuela d'« organisations populaires ». Historiquement, ces organisations ont participé aux côtés d'autres forces de gauche à diverses luttes comme celles de la défense des droits humains, du droit au logement, et la lutte contre le recrutement forcé au service militaire. Elles deviennent par la suite les interlocutrices privilégiées des gouvernements chavistes dans la mise en place des programmes d'action publique participative. Lorsqu'il s'est agi d'installer, par exemple, des centres d'accès aux soins de proximité (*Misión Barrio Adentro*) dans différents quartiers populaires de Caracas, les porte-parole des organisations po-



Chants à la Croix de Mai et à la Saint-Jean

pulaires ont été les intermédiaires des administrations publiques, scellant ainsi des relations étroites entre gouvernements chavistes et organisations populaires. Cette liaison explique comment la marge d'autonomie de ces organisations populaires, qui pour beaucoup se revendiquent « chavistes », s'est retrouvée étroitement encadrée malgré les ruptures qu'elles ont pu opérer vis-à-vis de certaines figures fortes du chavisme.

Vous avez mené plusieurs enquêtes de terrain au Venezuela dans le cadre de vos recherches. Pouvez-vous nous décrire le quartier que vous avez étudié et les transformations vécues à partir de certains de vos enquêtés ?

J'ai mené mon enquête principalement au sein de deux quartiers populaires de Caracas, le 23 de enero (le 23 janvier) et *La Vega*. Dans le cas de *La Vega*, il s'agit d'un ensemble très vaste situé à l'ouest de Ca-

racas et construit sur une colline, comme beaucoup de quartiers populaires de la ville. Au sein de *La Vega*, j'ai mené mes enquêtes dans le secteur de *Las Casitas* (les petites maisons), qui se situe très haut sur la colline, à 15 km du centre-ville historique. C'est là que vit la famille que j'appelle ici Maldonado, à l'origine des mobilisations pour l'accès au logement et aux services publics qui ont animé le quartier dans les années 1970-1980.

Au fur et à mesure de ces mobilisations, les membres de la famille Maldonado ont appris à interpeller et à dialoguer avec les pouvoirs publics, un savoir-faire qu'ils ont réactivé à l'arrivée des gouvernements chavistes. Ainsi, dans les années 2000, les Maldonado sont devenus les interlocuteurs privilégiés des administrations publiques pour la mise en place des programmes d'action publique participative du secteur de *Las Casitas*. Grâce à leur intervention, ce secteur a pu obtenir l'installation d'un centre d'accès gratuit à l'informatique, d'un supermarché de produits subventionnés, ou encore la mise aux normes

de son aire de jeu pour mettre en place des activités pour les jeunes.

Cet exemple montre comment la circulation de ressources entre quartiers populaires et administrations publiques a été possible du fait de la liaison entre des acteurs comme la famille Maldonado, qui portent la parole de leur quartier auprès des administrations publiques, et ces dernières, qui emploient désormais des militants ayant des relations de proximité avec ces quartiers. Toutefois, il faut prendre garde au fait que ces exemples sont circonscrits à la fois dans l'espace et dans le temps, et par ce fait observer que les politiques participatives des gouvernements chavistes n'ont pas modifié de manière durable les structures inégalitaires à l'origine des manques vécus par les classes populaires du pays.

Ces nouvelles relations entre administrations et administrés reconfigurent-elles le rapport que les ha-

bitants des quartiers populaires entretiennent avec la ville, et plus largement avec la politique depuis les années 2000 ?

L'histoire des quartiers populaires vénézuéliens est celle d'un tiraillement entre alliances et confrontations avec l'État. Dans les années 2000, la mise en place des politiques participatives par les gouvernements chavistes semble changer la donne (de manière circonstancielle), transformant l'État en un allié potentiel. Une des expressions les plus visibles de ces transformations est celle de l'accès à la ville par les classes populaires. En effet, quand la vie quotidienne des classes populaires ne se limite pas aux économies et sociabilités propres aux quartiers populaires, mais qu'elle peut s'étendre jusqu'aux sociabilités politiques et économiques situées au centre-ville, alors il est possible pour ces populations de tisser de nouvelles alliances qui se transforment en biens symboliques et matériels trouvant, en retour, leur chemin vers les quartiers populaires.

Maisons en brique d'un barrio de Caracas



Concernant la conjoncture de fin 2020, le tiraillement entre classes populaires et l'État continue, désormais dans le sens d'une coupure forte entre les deux. Dans ce contexte, la mobilité des classes populaires se voit complètement remise en cause notamment en raison de la crise économique et politique. Ce manque de mobilité restreint les économies internes et les horizons sociaux des quartiers populaires, ce qui, ajouté à la répression du dissensus, a de fortes conséquences sur les capacités d'organisation contestataire des classes populaires.

Vous vous êtes aussi penchée sur les acteurs du secteur associatif qui travaillent pour l'État au sein des administrations vénézuéliennes, aux transformations de leur militantisme et à la transformation de l'État par ces militants. Qui sont ces personnes qui accompagnent la révolution au sein des institutions ?

Mes enquêtes m'ont permis d'identifier plusieurs profils parmi les militants qui agissent comme intermédiaires de l'action publique participative. Un premier profil est celui des militants issus des quartiers populaires. Que ce soit par leur engagement local ou par leurs études, ces acteurs ont vécu des parcours d'ascension sociale qui leur permettent d'intégrer des organisations militantes externes à leurs quartiers, qui disposent d'une visée nationale. Le deuxième profil rassemble des militants issus de la classe moyenne intellectuelle qui, malgré l'absence de lien direct avec les quartiers populaires, finissent par se rapprocher des organisations populaires. En effet, ils suivent les engagements politiques ayant jadis été portés par leurs parents (anciens militants des gauches latino-américaines et vénézuéliennes), et s'inscrivent dans les voies du militantisme étudiant.

Enfin, le dernier groupe est celui des militants internationalistes, composé de jeunes venus de différents pays d'Europe (France, Espagne) et d'Amérique latine (Argentine principalement) pour soutenir la révolution bolivarienne. Tous ces profils ont pu travailler ensemble à la conception et à la mise en place des programmes

participatifs initiés par les gouvernements chavistes, tout en étant eux-mêmes soumis à des conditions de travail précaires. En effet, même si ces intermédiaires portaient de fortes responsabilités politiques, ils étaient embauchés sur des contrats précaires et de courte durée, ce qui a inévitablement eu tendance à restreindre leur véritable capacité à transformer l'État.

Si l'objectif de transformation de l'État demeure confronté à des fortes contraintes administratives, économiques et politiques, que reste-t-il de la participation ?

Même si les politiques participatives ne sont pas une invention des gouvernements chavistes, ceux-ci leur ont donné un nouvel élan dans les années 2000. Ce qu'il en reste est un répertoire d'action étatique reconnu par des acteurs politiques de divers bords, ce qui me fait penser que les politiques participatives vont certainement continuer à exister au Venezuela à plus long terme. Par contre, le contenu et le sens qui leur sera donné est susceptible de changer. L'idée de transformer l'État depuis l'intérieur, ce que certains acteurs ont promu au début du XXI^e siècle a pu donner aux politiques participatives des gouvernements chavistes un sens politique fort, « populaire », qui visait une certaine universalité. Ces questions sont beaucoup moins présentes au sein de ces programmes à la fin des années 2000 et au début des années 2010. Plus récemment, la participation promue par le gouvernement de Nicolás Maduro évacue, sous couvert de gestion de crise, tout enjeu politique et démocratique et se contente de la répartition de maigres rations de nourriture à des populations dans le besoin.

Dans la conjoncture actuelle, ce sont plutôt les ONG qui prennent une place centrale au sein des systèmes de solidarité et de structuration des revendications droit-humanistes chez les classes populaires. Il est désormais possible d'observer les ONG internationales s'appuyer au quotidien sur leurs homologues vénézuéliennes afin d'accomplir leur travail de gestion de crise à partir d'une approche humanitaire. Cette nouvelle configuration des

politiques de solidarité tend à produire deux types de clivages : les premiers sont politiques, opposant associations citoyennes et organisations populaires au moment de construire des relations avec les ONG nationales et internationales ; les seconds sont d'ordre social et tendent à promouvoir les militants maîtrisant les codes requis pour s'adresser à ces ONG au détriment des autres.

En somme, l'action humanitaire est aujourd'hui une composante structurelle du quotidien vénézuélien. Or, les solidarités construites autour du champ humanitaire peuvent provoquer des processus d'éloignement du politique. En effet, le paramètre de neutralité propre à ce champ et qui permettrait aux acteurs humanitaires de mieux intervenir dans des contextes clivés, peut imposer l'éloignement des clivages politiques du quotidien de bénéficiaires qui, étant aussi des citoyens, ont un rôle essentiel à jouer dans la définition d'un possible avenir démocratique pour le pays.

Nous aimerions vous poser une dernière question portant sur les pratiques et méthodes des sciences sociales au sein des terrains politiquement polarisés. Comment êtes-vous parvenue à mener votre enquête de terrain dans un contexte vénézuélien très polarisé ? Et comment construisez-vous la continuité de vos réflexions entre le travail d'écriture et les suites du processus de dégradation politique et sociale que vous constatez dans le pays ?

Entre mes enquêtes de terrain menées durant les années 2014-2015 et l'actualité de 2021, j'ai été obligée d'instaurer une distance. J'écris en me basant sur des données qui ont une temporalité propre et qui font sens à un moment précis. Elles informent sur le présent, mais ne peuvent pas expliquer l'ensemble des conjonctures actuelles. Ainsi, le pas de côté analytique entre mon enquête et l'actualité vénézuélienne est rendu particulièrement visible alors que je rédige actuellement ma thèse et que je conjugue désormais les verbes au passé, tandis que j'avais commencé par les conjuguer au présent. En effet, je suis consciente de traiter de dynamiques qui appartiennent en partie au passé, et de devoir en rendre compte.

Sur les questions de positionnement en tant que chercheuse vis-à-vis de mon objet et terrain de recherche, je continue à revendiquer un engagement vis-à-vis de ce qui se passe au Venezuela, et persiste à fonder mes travaux sur une méthode ethnographique qui m'amène à être très proche des acteurs présents sur place. Cette proximité me permet de garder une sensibilité et un lien avec mon terrain, sans pour autant remettre en cause l'éloignement physique, affectif et temporel nécessaire au processus d'objectivation. Toutefois, l'évolution de mes propres positions politiques et scientifiques me mettent parfois en rupture avec des enquêtés autrefois très proches. En effet, nos parcours politiques peuvent finir par nous éloigner, impliquant des opinions divergentes sur ce qui se passe au Venezuela. Et même si cette réalité suscite chez moi des questionnements, c'est bien par la clarté de mes convictions à la fois politiques et scientifiques que je peux me placer dans les débats sur le Venezuela d'aujourd'hui. Surtout lorsque l'on observe les évolutions dramatiques que connaît le pays.

Dans ce contexte, la binarité qui a pu structurer autrefois le débat politique et scientifique à propos du Venezuela, et de laquelle j'ai pu aussi participer, me semble aujourd'hui plus que jamais vide de sens. Aussi, je trouve qu'il est essentiel de questionner les clivages à partir desquels on a pu penser le pays, afin d'intégrer à l'analyse les nouvelles dynamiques qui structurent le vécu des Vénézuéliens : nouvelles frontières sociales et politiques issues des expériences migratoires, nouvelles expressions des clivages de classe au sein d'une société fortement précarisée, production, réception et contestation de la violence d'État, entre tant d'autres.

Personnellement, en tant que chercheuse mais aussi en tant que migrante, j'éprouve le besoin de réfléchir à ces expériences, ainsi qu'à des nouvelles revendications politiques et scientifiques qui nous permettent de dépasser les limites d'une analyse binaire et réductrice de l'expérience des Vénézuéliens, et donc de ma propre expérience.

2. La société à l'épreuve des violences institutionnelles et clandestines

Tandis que l'État a laissé de plus en plus aux humanitaires la gestion du social, il s'est mué en acteur central de la violence au quotidien.

À partir du traitement statistique de divers types de données, **Keymer Ávila** analyse les formes ordinaires de la violence institutionnelle. Si la répression des oppositions et dissidences politiques a largement augmenté ces dernières années, empruntant des voies tant officielles que clandestines – et parfois mortelles –, le « massacre au goutte-à-goutte » de jeunes hommes racisés (*morenos*) des classes populaires sous prétexte de lutte contre la délinquance est un drame de tous les jours. Se dessinent ainsi des formes différenciées de violence d'État, notamment selon les appartenances de classe, race et genre. C'est aussi au prisme de ces intersections que les violences en question sont perçues au sein de la société, toutes n'étant pas dénoncées avec les mêmes ressources ni le même impact par les différents opposants et dissidents qui persistent à s'y opposer.

Mais ces violences ne s'exercent pas sur une population passive. Au sein des quartiers populaires, il existe diverses formes de gestion des violences institutionnelles et non-institutionnelles. **Verónica Zubillaga** décrit ici le rôle des femmes qui tentent de construire des stratégies destinées à prendre soin (*care*) de leurs familles et de leurs voisins, ainsi qu'à encadrer les violences qui les menacent. Toutefois, ces stratégies s'avèrent plus ou moins viables selon les marges de manœuvre qu'autorise (ou non) le contexte, fait d'histoires locales diverses et de politiques étatiques changeantes. À cet égard, les politiques de « *Mano dura* », ou de durcissement de l'action policière et militaire, sont synonymes d'escalade dans l'affrontement armé avec les gangs qui font vie dans les quartiers, avec pour résultat d'installer la peur tout en réduisant ces femmes au silence, les privant des outils « conversationnels » qui leur permettent autrement d'agir face aux acteurs violents.

Les usages différenciés de la violence institutionnelle au Venezuela

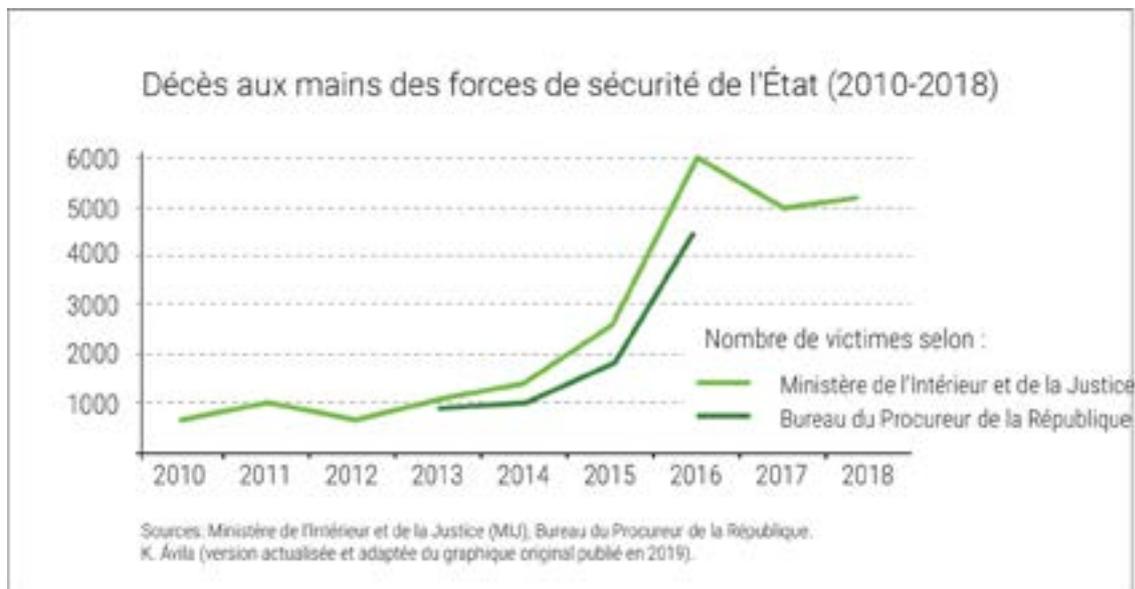
Entretien avec Keymer Ávila,
réalisé par Fabrice Andréani



Quel est l'état actuel des relations entre les forces de sécurité et la population vénézuélienne, notamment avec les classes populaires ?

Historiquement, les forces de sécurité vénézuéliennes se sont caractérisées par leur militarisation, leur instrumentalisation politique et partisane, ainsi que par leurs excès contre les classes populaires. La logique de guerre mise en œuvre face à diverses guérillas issues de la gauche dans les années 1960 et 1970⁸, à l'origine de milliers de cas de violations des droits humains, s'est transposée au cours des décennies suivantes aux pratiques ordinaires de maintien de l'ordre. En février 1989, la répression militaire et policière des protestations populaires (dites du *Caracazo*) contre des réformes d'inspiration néolibérale a provoqué entre 500 et 3000 morts selon les estimations d'ONG locales et internationales. Elle a constitué le point de non-retour en la matière.

Le pays est entré dans le XXI^e siècle avec la promesse de rompre radicalement avec un système politique délégitimé, qui excluait et criminalisait les classes populaires. Or, malgré certains changements législatifs et discursifs, dans les faits la violence et la létalité des forces de sécurité ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, en particulier à partir de 2013, avec des rebonds importants en 2015, 2016 et 2018. Cela correspond à la dégradation notable des conditions économiques et sociales du pays et à la perte de légitimité du gouvernement, qui a généralisé son recours à la violence institutionnelle sur fond de recul des droits civils et sociaux.



Sources: Ministère de l'Intérieur et de la Justice (MIJ), Bureau du Procureur de la République.
K. Ávila (version actualisée et adaptée du graphique original publié en 2019).

8 Ces guérillas, issues du Parti Communiste (PCV) et d'autres forces de gauche étaient soutenues par Cuba et visaient à mettre fin à la domination des partis social-démocrate (AD) et chrétien-démocrate (COPEI), qui s'alternaient au pouvoir depuis la réinstauration de la démocratie en 1958.

Le tableau ci-dessus montre l'accroissement notable du nombre de personnes décédées aux mains des forces de sécurité entre 2010 et 2018, période durant laquelle les chiffres officiels sont considérés les plus fiables. Sur 23 688 décès enregistrés durant cette période, 69 % des cas ont eu lieu entre 2016 et 2018, alors que le taux de mortalité aux mains des forces de sécurité a augmenté de 622 % entre 2010 et 2018, passant de 2,3 à 16,6 pour cent mille habitants – soit un taux plus élevé que le taux d'homicides total de la plupart des pays du monde (en moyenne de 6,1).

Dans le même laps de temps, comme l'illustre le tableau suivant, la part de ces décès dans le total des homicides, lui-même parmi les plus élevés au monde (entre 50 et 70 pour cent mille habitants, selon les estimations) a également bondi, de 4 à 33 %. À l'heure actuelle, un homicide sur trois est le fruit de l'intervention d'agents de l'État au Venezuela.



Sources: Bureau du Procureur de la République, Ministère de l'Intérieur et de la Justice (MIJ).
K. Ávila (2017, 2018, 2019).

Ce type d'homicide est près de quatre fois moins fréquent au Brésil, où il s'établit à 7% du total, et plus de trois fois moins aux États-Unis, où il est compris entre 8 et 10 % du total. En 2017, ces décès ont été plus élevés au Venezuela (4998) qu'au Brésil (4670), qui compte pourtant sept fois plus d'habitants.

Ma méthode consiste à croiser de façon régulière les décès recensés dans la presse, les enquêtes de victimation (aussi bien officielles qu'indépendantes), les nombreuses productions de chercheurs ainsi que les témoignages de parents et voisins des vic-

times. Il en ressort que les personnes décédées lors de ces interventions sont quasi-exclusivement des jeunes hommes pauvres et racisés – *morenos*, c'est-à-dire « de peau foncée » -, vivant dans les *barrios*, les quartiers populaires. Le discours gouvernemental, véhiculé à travers l'ensemble des médias publics et au-delà, légitime ces homicides en les présentant comme ceux de criminels « morts en affrontant la police ».

Or, à l'examen, de tels affrontements s'avèrent en réalité minoritaires, voire exceptionnels. Outre les

nombreux récits de témoins oculaires, le chiffrage officiel des résultats de ces « affrontements » décrit une situation très problématique tant au regard de l'état du savoir académique que des standards internationaux en matière d'usage étatique de la force létale. Alors qu'on estime généralement que celui-ci est abusif et disproportionné dès lors que les pertes chez les civils sont dix fois supérieures à celles souffertes par les agents de l'État, on en recense ici quatre-vingt-quatorze fois plus. Ces mêmes données publiques décomptent également seize fois plus de morts que de blessés, et cinq fois plus d'issues fatales que d'arrestations *in situ*. En somme, l'ensemble des éléments disponibles indiquent qu'on a le plus souvent affaire à un usage intentionnellement excessif de la force létale, avec des exécutions extrajudiciaires à la clé.

À ses débuts, le chavisme a attiré différents acteurs particulièrement critiques de la violence des forces de sécurité de l'État, en particulier dans les quartiers populaires. Rien n'a donc été entrepris depuis lors ?

Depuis l'Indépendance, le Venezuela avait toujours été dépourvu d'une architecture institutionnelle unifiée en matière de police. D'une façon générale, les corps de police faisaient l'objet d'une faible régulation, d'une militarisation excessive et d'une délégitimation régulière aux yeux de la population. En outre, ils étaient fortement dispersés à travers le pays, et à l'échelle locale et régionale bon nombre agissaient en armées privées au service des potentats politiques du moment. Entre vides juridiques et dispersion procédurale, l'hétérogénéité, l'asymétrie et l'absence de coordination entre unités constituaient la norme, de même que la précarité statutaire et financière des fonctionnaires. En 2006, pendant la campagne pour la réélection de Hugo Chávez, et suite à une série de scandales impliquant des policiers dans plusieurs enlèvements et assassinats, le gouvernement a annoncé vouloir prendre ces questions à bras-le-corps. En lançant la Commission nationale pour la Réforme de la Police (CONAREPOL), Chávez canalisait de façon habile et crédible les griefs et revendications sécuritaires que l'opposition avait placés au centre du débat public.

Pendant trois ans, la CONAREPOL a constitué un espace de travail pluriel et inter-institutionnel, au sein duquel aspects techniques et apports académiques étaient mobilisés en vue de la conception d'une police fondée sur le respect des droits humains, la professionnalisation des fonctionnaires et la nature civile de l'institution. Ce travail comportait trois volets : la conduite d'un diagnostic détaillé de la situation policière aux niveaux national, régional et municipal ; la proposition d'une force de police plus adaptée aux conditions sociales, culturelles et politiques du pays ; la formulation de recommandations favorisant un contrôle citoyen accru de la gestion policière. Ce travail s'est appuyé sur une vaste consultation citoyenne et la conduite d'enquêtes systématiques, ce qui a généré un socle de connaissances réelles en la matière, tout en légitimant l'ensemble du processus – et laissant même entrevoir un changement plus général dans l'élaboration des politiques publiques.

La CONAREPOL a débouché sur la Loi du Service de Police (2009), qui promeut un modèle de police civile, préventive, professionnelle et attentive aux droits humains. Il s'agissait également d'homogénéiser les différents corps de police et de créer une police nationale, une fonction jusque-là exercée *de facto* par la Garde nationale – rattachée à l'armée – depuis 1937, et dont les membres chapeautaient bien souvent les polices municipales et régionales.

Reste que malgré ses apports indéniables en matière législative ainsi que de fabrique des politiques publiques, le modèle idéal incarné par la CONAREPOL ne s'est pas traduit dans les pratiques institutionnelles concrètes. Tout compte fait, les travaux de la Commission ont permis au pouvoir de se prévaloir du « nouveau modèle » des institutions policières et de redorer leur blason quand leur légitimité était mise en cause. Concrètement cependant, c'est une sorte de contre-réforme que le pouvoir a laissé se développer sur le terrain et qu'il a même encouragée par ses directives. Son invocation incantatoire de la réforme a un peu plus invisibilisé les pratiques policières ordinaires, d'autant plus dangereuses et nuisibles.

L'une des manifestations de ce processus paradoxal est l'hypertrophie policière, soit la croissance accélérée et démesurée de cette institution. Au lieu d'une évolution raisonnée de ce service public sur la base d'évaluations régulières, la CONAREPOL a servi de prétexte, à rebours de ses propres recommandations, à une augmentation considérable du nombre de policiers dans chacun des trois échelons politico-administratifs (national, régional, municipal). De

2006 à 2017, le nombre total de policiers est passé d'environ 115 000 à 175 000 (une augmentation de 53%), et le taux d'encadrement policier de 429 à 557 agents pour 100 000 habitants (soit 207 de plus que les 350 préconisés par les standards internationaux). C'est un indicateur clair de la construction d'un État policier.



Une mère cherche à identifier les tombes de ses proches dans un cimetière à Guarenas, 2019.
DR Francisco Sánchez.

Or, cette augmentation substantielle du nombre d'agents a été menée dans le plus grand mépris des normes de recrutement et de formation en vigueur, rendant d'autant plus difficile la supervision et le contrôle ultérieur de ces nouvelles recrues armées, envoyées sur le terrain après une formation expresse. Ces fonctionnaires finissent par faire leur propre loi,

en dehors de tout cadre légal ou institutionnel⁹, ce qui pose la question des véritables fonctionnalités de la police au Venezuela. Il fait peu de doute que les taux d'homicides actuels, au total comme aux mains d'agents de l'État, ont partie liée avec l'hypertrophie policière¹⁰.

9 Si le taux d'impunité général a pu être estimé à plus de 90 % – nonobstant des taux d'incarcération élevés pour délits mineurs et des démonstrations ponctuelles d'« efficacité » s'agissant de victimes issues de secteurs privilégiés –, celle des policiers et militaires est encore plus forte.

10 Celle-ci favorise par ailleurs la fragmentation des forces de sécurité et l'apparition en leur sein de factions qui s'affrontent régu-

En outre, ces évolutions sont allées de pair avec la poursuite de la militarisation de la vie politique et sociale. Si celle-ci ne date pas d'hier, il est à noter que des quinze derniers ministres de l'Intérieur, douze sont des militaires. Au-delà, cette militarisation embrasse la culture et les pratiques professionnelles des fonctionnaires en général (civil compris) et des policiers en particulier, qui entretiennent un rapport essentiellement guerrier et prédateur à la population civile. Au fil des ans, cela s'est traduit par la systematisation d'opérations de police militarisées et extrêmement brutales, à l'instar des Opérations de libération du peuple (OLP) lancées en 2015, ou aujourd'hui des Forces d'action spéciale de la Police nationale bolivarienne (FAES). Soit la parfaite antithèse du modèle de la CONAREPOL.

Comment cette violence institutionnelle se distribue-t-elle à travers l'espace social ?

Au Venezuela, la question de la répression et de l'usage de la force létale est souvent exploitée de manière partisane. Les médias traditionnels – forts de leurs intérêts corporatistes et leurs préjugés de classe et de race – ont tendance à regrouper toutes les victimes de la violence d'État. Ce faisant, ils créent une forte confusion dans une situation déjà critique. En effet, les décès par milliers que j'ai évoqués précédemment sont ceux de jeunes de classes populaires vivant dans les *barrios*, décimés sous prétexte d'une certaine « sécurité citoyenne ». Il ne s'agit pas, a priori, de manifestants ou de dissidents politiques. Si cela ne signifie pas que la répression des manifestations ne soit pas brutale, il n'en reste pas moins que l'usage de la force n'est ni aussi massif, ni aussi systématique que celui employé au quotidien dans les quartiers populaires.



Un père dépose une photo en guise d'offrande lors d'une cérémonie religieuse pour les jeunes assassinés à Caracas, 2019.

DR Francisco Sánchez.

En outre, quand ce sont les classes populaires qui manifestent, la répression mise en œuvre s'avère bien plus violente que dans le cas d'étudiants ou de jeunes des classes moyennes, comme on a notamment pu le constater lors des manifestations de janvier 2019 dont le lourd bilan a été d'environ soixante décès en moins de deux semaines. Dans une certaine mesure, on peut affirmer que du point de vue du pouvoir, ce véritable massacre des classes populaires au nom de « la sécurité » a servi de ballon d'essai avant que certaines pratiques ne s'étendent à des secteurs disposant d'un capital social, politique ou médiatique supérieur. Et de fait, la tolérance relative – voire le soutien – de ces strates sociales mieux situées aux opérations militarisées dans les *barrios* en 2015 et 2016 a pavé la voie à leur propre répression lors des grandes manifestations de 2017.

Néanmoins, lorsque confronté aux classes moyennes et supérieures, le gouvernement privilégie les modalités *a priori* non-létales mais tout aussi abusives et violentes que sont les perquisitions, arrestations, détentions arbitraires, poursuites par des juridictions militaires, tortures, ou encore destructions et atteintes aux biens. Ces dernières illustrent ce qu'Achille Mbembe appelle la « *guerre infrastructurelle* »¹¹, au cours desquelles les fonctionnaires se livrent au pillage et à la prédation d'argent, de bijoux, de matériel électronique, de vêtements, et même de nourriture. Si ce pillage institutionnel vise également les populations pauvres, dans le cas des classes moyennes il ne se solde pas par la destruction de leurs logements et des exécutions.

Cette logique d'abus et de violence militarisée n'épargne pas non plus les opposants dotés de leviers médiatiques et de pouvoir de revendication sociale tels que les députés ou les maires. Rien qu'en 2018, nous avons calculé avec l'ONG PROVEA que les détentions pour motifs politiques ont augmenté de 574 % par rapport à la moyenne des cas enregistrés au cours de la dernière décennie. Encore plus grave, on recense depuis 2015 au moins cinq prisonniers politiques morts en détention.

En outre, si la criminalisation de l'opposition est largement banalisée – entre peines d'inéligibilité, arrestations pour « violences » ou « complots » réels ou présumés et exils forcés – le gouvernement considère la dissidence ou la désaffiliation de ses cadres comme des actes de haute trahison punis par de fortes peines de prison, ou à défaut par l'exil. Les cas les plus emblématiques concernent l'exil durant l'été 2017 de l'ancienne Procureure général, et la détention de deux ex-ministres : celui de la Défense du gouvernement Hugo Chávez (depuis 2008) et celui de l'Intérieur et de la Justice de Nicolás Maduro (depuis 2018).

Enfin, en prenant une acception plus large de la police, le gouvernement use de divers mécanismes disciplinaires relativement réticulaires, qui visent principalement les plus modestes. Ce à l'instar du Carnet de la Patrie, donnant accès à des biens et services de base, et des « cartons CLAP » (Comités locaux d'approvisionnement et de production), avec des aliments à prix subventionnés souvent vitaux, vues les pénuries chroniques et l'hyperinflation. Le Carnet et les CLAP constituent des dispositifs de contrôle politique et social redoutables. Ils ont ainsi facilité la délation et l'extorsion de protestataires dans plusieurs *barrios* début 2019, distillant la terreur dans les communautés au détriment des logiques de solidarité et de fraternité entre voisins.

Comment ces inégalités sur le terrain se prolongent-elles dans l'espace médiatique ?

La différence de traitement entre la mort de jeunes des *barrios* au quotidien et celle de jeunes lors de manifestations est très significative. Dans les deux cas il s'agit de victimes d'une violence d'État éminemment politique, mais leur écho est tributaire de préjugés de classe, de race et idéologiques ou partisans.

Dans le premier cas, je parle de massacre au goutte-à-goutte, continu, parce que ces homicides ne font pas les gros titres de la presse nationale, ni les *punchlines* des discours de partis d'opposition, pas plus que ceux de l'essentiel des ONG ou des instances internationales de défense des droits humains. Ce sont des morts sans visage, sans nom, sans espace où leurs proches peuvent s'exprimer, sans réseaux de solidarité significatifs. Le défunt se voit attribuer *ex-post* l'étiquette de « délinquant » pour justifier le meurtre. Mais le message est clair : l'État peut tuer les pauvres en toute impunité. Une dynamique prête à être étendue, au besoin, à d'autres secteurs...

Dans le second cas, les décès survenus tendent à être plus sporadiques et sélectifs, et à concerner des jeunes étudiants des classes moyennes ou des travailleurs syndiqués, liés d'une façon ou d'une autre à un espace doté d'une meilleure capacité organisationnelle. Ces décès-là sont instrumentalisés par les camps politiques en lice, ils font la une des médias et sont priorisés par les ONG locales et leurs partenaires transnationales dans le champ des droits humains, si bien que la victime acquiert un statut de martyr-héros. Ceci n'est alors pas sans affecter les réponses institutionnelles à ce type d'événements, ainsi que les coûts politiques réels ou perçus de la violence d'État.

Pour aller plus loin :

- Keymer Ávila, *¿Qué paso con la reforma policial en Venezuela? Preguntas y respuestas básicas sobre el proceso en su etapa púber*, Friedrich Ebert Stiftung (FES), 2019.
- *Monitor del uso de la fuerza letal en América Latina. Un estudio comparativo de Brasil, Colombia, El Salvador, México y Venezuela*. CIDE/LAV/FIP/IUJ/FBSP, 2019.
- *Situación de los Derechos Humanos en Venezuela. Derecho a la Libertad Personal. Informe Anual 2018*, PROVEA, 2019.

L'expérience de la violence armée dans les *barrios* de Caracas : entre gangs, opérations militarisées et gestion du conflit au quotidien

Entretien avec Verónica Zubillaga,
réalisé par Yoletty Bracho



Quelle est la place de la violence dans les barrios et dans le vécu quotidien des classes populaires ? Quelles sont ses sources, ses voies de circulation, ses mécanismes de reproduction ?

Je commencerai par mettre en évidence la présence de trois types de violence dans le contexte des quartiers populaires, à savoir, la violence structurelle, la violence armée interpersonnelle et la violence policière institutionnelle. La violence structurelle correspond à l'ensemble des conditions sociales qui sous-tendent la marginalisation urbaine et l'exclusion sociale, économique et politique connue par une grande partie des Vénézuéliens. Ainsi, quand on parle de violence structurelle, on fait référence aux dynamiques qui déterminent les inégalités en fonction de la position sociale, la couleur de peau, la situation dans la géographie urbaine, entre autres.

Ces inégalités empêchent l'accès aux services publics de base tels que les transports, l'eau, l'électricité, et aux droits sociaux et économiques fondamentaux comme le logement, l'éducation, la santé et l'emploi. Avec les membres du Réseau d'activistes et de recherche pour la vie en commun ([REACIN](#)) dont je fais partie, nous observons que la violence structurelle opère de manière ordinaire, en perturbant la vie quotidienne de ceux qui la subissent et en brisant à long terme leurs destins. Elle façonne par ailleurs les stratégies de survie mises en œuvre par les différents groupes sociaux qui en sont affectés, et en l'occurrence celles des hommes jeunes qui se voient régulièrement poussés vers l'économie informelle, et notamment vers les économies illicites.

« Les armes ont « glissé »
des mains des groupes
policiers »

Au Venezuela, et plus précisément dans la période de haute conflictualité politique et sociale associée au processus politique connu sous le nom de « Révolution bolivarienne », il y a eu une prolifération importante des armes à feu. Les rapports de la Commission présidentielle sur le contrôle des armes et le désarmement, à laquelle j'ai pris part, démontrent que la plus grande partie de ces armes a été importée de manière légale. Elles ont « glissé » des mains des groupes policiers et militaires vers celles des gangs de jeunes, des groupes criminels organisés et en général vers des réseaux illicites, du fait des connexions qui existent entre ces entités.

La prolifération et circulation d'armes entre les hommes vivant dans des contextes de forte précarité a contribué au surgissement de dynamiques sociales très violentes. Parmi celles-ci figurent notamment les confrontations pour le contrôle de territoires liés aux marchés illicites - tel que celui de la drogue - qui se transforment ensuite en violence armée interpersonnelle et provoquent de nombreuses victimes¹², principalement parmi les hommes jeunes et pauvres.

L'existence de gangs criminels lourdement armés a produit des réponses plus ostentatoires de la part des forces de l'ordre, contribuant ainsi à un phénomène d'escalade. Il s'agit d'un cycle construit dans le cadre de l'intensification du processus de militarisation des politiques de sécurité publique, dont l'une des expressions sont les politiques dites de *Mano Dura*¹³ qui ont pour conséquence, entre autres, l'augmentation de la population carcérale. En réaction à ce durcissement sécuritaire, ces gangs majoritairement constitués de jeunes hommes originaires des quartiers populaires, se regroupent afin d'acquérir plus d'armes et se transforment en organisations plus sophistiquées jusqu'à devenir des groupes criminels organisés.

¹² Entre 1999 et 2009, selon les chiffres officiels, le taux est passé de 25 à 49 homicides pour cent mille habitants. En 2016, un an après une vague d'interventions militarisées meurtrières, ce taux était de 70 homicides pour cent mille habitants, le plus élevé d'Amérique latine après celui du Salvador.

¹³ Main forte, ou main lourde : c'est le nom qui désigne les politiques de durcissement de l'action policière. Pour plus de détails sur ces politiques, voir aussi l'entretien réalisé avec Keymer Ávila.

« Le Venezuela compte actuellement l'une des forces de police les plus meurtrières d'Amérique latine »

L'inter-organisation de ces groupes criminels conduit à une réaction armée croissante des forces de l'ordre, contribuant au déploiement d'une violence de masse et mortelle qui transforme ces derniers en acteurs de la violence illégitime. Les exécutions extrajudiciaires sont encouragées dans de tels contextes. Nous avons donc là une autre forme de violence, la violence policière institutionnelle.

Cette violence institutionnelle mise en œuvre notamment par les politiques de *Mano dura* connaît une mutation dans la période post-Chavez. Elle est rendue évidente à partir de l'année 2015, d'une part à travers des opérations militarisées qui s'apparentent à des invasions massives des quartiers populaires. D'autre part, par le passage d'un régime d'incarcération disproportionné à l'assassinat pur et simple des résidents de ces quartiers.

Le constat que l'on peut tirer de ces dynamiques souligne comment le Venezuela compte actuellement l'une des forces de police les plus meurtrières d'Amérique latine. Cette situation a été récemment documentée par des études réunissant des chercheurs de différents pays de la région ou encore par les rapports de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Venezuela.

Face à des réalités si graves, comment les habitants des quartiers populaires construisent-ils une gestion de la violence au quotidien ?

La vie au sein des quartiers populaires de Caracas, qui constitue le terrain privilégié des recherches menées par le REACIN, est caractérisée par des formes de sociabilité très intenses, de petite échelle et où tout le monde se connaît. C'est une vie faite d'échanges, de faveurs et d'entraide afin de faire face aux manquements des pouvoirs publics, qui pour ces habitants prennent la forme d'une absence chronique de justice et de protection. Ainsi, la gestion de la violence dans les quartiers est intrinsèquement liée aux dynamiques sociales locales, aussi diverses que les nombreux quartiers populaires que compte la ville.

Dans nos travaux, nous parlons ainsi d'« ordres territoriaux armés » afin d'explicitier comment, au sein d'une même ville, les expressions de la violence sont historiquement, spatialement et socialement situées. Elles doivent être comprises à travers l'histoire des organisations communautaires de chaque *barrio* et le rapport que celui-ci entretient avec les forces de police ; elles varient en fonction du type d'acteur armé actif au sein de la communauté.

Dans les quartiers les plus proches du centre-ville, nous avons constaté l'existence d'une norme minimale de coexistence partagée entre les voisins et les bandes de jeunes hommes armés. Celle-ci s'applique par exemple aux différents secteurs qui composent le *barrio Carache*¹⁴, où nous menons des enquêtes ethnographiques au long cours. Cet accord minimum se traduit concrètement par l'entrée en vigueur d'une norme communautaire qui consiste à ne pas attaquer son voisin, cohabitant d'un même secteur du *barrio*. Ainsi, « le secteur » devient la frontière qui permet d'identifier les membres d'un « nous » géographique au sein duquel l'exercice de la violence est restreint et limité.

14 Le « secteur » représente une division interne du *barrio*. Cette division informelle tend à recouper à la fois des limites territoriales et sociales, notamment autour de la notion de « communauté » en tant qu'unité d'expériences sociales partagées. Les noms des quartiers cités ont été modifiés.



Maisons en brique de Carache

Dans ce sens, les relations qu'entretiennent les jeunes des gangs armés avec leurs voisins peuvent être décrites comme un continuum qui comprend selon les situations une hostilité ouverte, une coexistence tendue, ou l'échange de services entre les membres des gangs qui offrent une sécurité aux voisins en assurant leur protection, tandis que ces derniers les préservent de l'intervention de la police. Dans les quartiers où le tissu organisationnel est plus solide, les voisins sont en mesure de conclure ce type de pactes minimaux avec les gangs grâce à leur plus grande capacité à exercer une pression, et donc de peser sur les rapports de force qui définissent l'exercice et la régulation de la violence.

Dans ce contexte, quel est le rôle joué par les forces de l'ordre ? Autrement dit, quel est le poids de l'État dans la production des violences vécues au sein des quartiers populaires ?

Les politiques de *Mano Dura* au Venezuela ont contribué à la réorganisation des gangs de quartier en groupes criminels organisés, une dynamique déjà constatée dans des pays tels que le Salvador. À terme, un effet de ces politiques et de l'absence historique de l'État social est la constitution des groupes armés en véritables acteurs politiques informels. Récemment, ces politiques ont eu pour conséquence l'emprisonnement massif d'hommes jeunes et pauvres des quartiers populaires, ce qui a encouragé les gangs à s'allier et à s'organiser pour affronter les forces de police. C'est notamment le cas au *barrio La Caracola*, une chaîne de quartiers qui s'étend du centre-ville vers le sud de Caracas et où nous avons récemment mené des enquêtes.

Les forces de police et les autorités publiques ont commencé à stigmatiser ce *barrio*, en le surnommant « les couloirs de la mort ». Ce faisant, ils ont justifié le déploiement d'un ensemble d'interventions militarisées portant le nom d'« Opération de libération du peuple » (OLP). Le 13 juillet 2015, premier jour de



Cota 905.

DR Juan Francisco Mejía

cette opération, au moins 14 personnes ont été tuées à *La Caracola*. De 2015 à 2017, cette communauté a été soumise chaque semaine à des raids au cours desquels des forces de police lourdement armées et cagoulées enfonçaient les portes et pénétraient massivement dans les maisons. Notre travail d'enquête a recensé un certain nombre d'exécutions extrajudiciaires, le vol systématique des avoirs détenus par les habitants de ces quartiers, ainsi que d'autres formes de brutalité policière.

Les communautés vivant à *La Caracola* se retrouvent alors coincées entre les groupes criminels organisés et les forces de l'ordre, soit deux acteurs armés despotiques. Dans une telle situation, les habitants du *barrio* sont forcés de se solidariser avec les groupes criminels locaux. Ces derniers, afin de fidéliser le voisinage et de se protéger des forces de l'ordre, leur accordent en retour certains avantages tout en les soumettant à leur pouvoir.

Quel est le rôle des femmes dans l'expérience et la gestion de la violence dans les quartiers ?

Au cours des observations ethnographiques qui ont alimenté les recherches du REACIN, nous avons évoqué le rôle central des femmes dans la micro-politique des *barrios*. Nous avons fait le choix d'analyser notamment le rôle des mères dans l'élaboration de stratégies visant à supplanter l'absence de protection étatique dans un contexte extrêmement violent. Afin de préserver leurs familles, celles-ci mettent en œuvre un vaste répertoire de pratiques, allant de la résistance à la collaboration avec les groupes armés, qui peuvent limiter la violence, mais parfois aussi la reproduire. Ces pratiques sont au fondement de l'élaboration de stratégies politiques de survie, pour lesquelles ces femmes mobilisent un certain nombre de ressources sociales et psychologiques.

« Un jeune homme qui ne respecte pas les normes minimales de la vie en communauté peut voir sa réputation dégradée par le pouvoir des commérages »

Parmi ces stratégies, les ressources conversationnelles et discursives jouent un rôle primordial : la menace d'une dénonciation à la police est l'une des plus répandues, y compris lorsqu'elle n'est pas mise à exécution. Mais le mécanisme par excellence du contrôle des jeunes hommes armés est incarné par le commérage. Un jeune homme qui ne respecte pas les normes minimales de la vie en communauté peut voir sa réputation dégradée par le pouvoir des commérages, ce qui peut lui valoir une dénonciation auprès des forces de l'ordre ou les réprimandes d'autres hommes armés de la communauté, plus attachés au respect des normes. En ce sens, les ressources conversationnelles mobilisées par ces femmes sont au cœur du pouvoir qu'elles détiennent dans ces espaces.

Néanmoins, dans un contexte comme celui du *barrio La Caracola*, les femmes ne font plus face à des gangs mais bien à de véritables groupes criminels organisés. Là, si elles sont soupçonnées de faire circuler des ragots à l'extérieur du quartier, en particulier auprès des autorités, et de participer ainsi à la préparation de leurs incursions dans les *barrios*, ce soupçon de délation peut se payer de leur vie. Cette menace est devenue réelle lorsqu'une femme de *La Caracola* a été brûlée dans l'espace public car soupçonnée d'être une *chismosa*, une personne qui fait circuler les chismes, autrement dit les ragots.

La situation des femmes de *La Caracola* contraste avec celles de *Carache*, le quartier plus proche du centre-ville. Bien qu'ayant sa propre longue histoire d'abus policiers, cette communauté n'a pas subi les opérations invasives et militarisées de la *Mano Dura*, telles que les OLP mentionnées précédemment. En effet, grâce à l'action sociale qu'y mènent depuis longue date les associations religieuses, éducatives et communautaires, d'autres stratégies ont pu être élaborées pour affronter la violence.

Dans cette communauté, les femmes sont parvenues à se rassembler pour conclure des pactes minimaux avec les gangs armés locaux, portant par exemple sur la délimitation d'espaces libres d'armes et sur une régulation des affrontements armés au sein du quartier. Elles affirment être parvenues à ces objectifs avec le soutien des organisations locales mais aussi par la mobilisation des ressources conversationnelles et discursives propres à la micro-politique du quartier : elles ont donc parlé, crié, grondé et confronté les hommes portant des armes dans l'espace public.

Comparer les expériences de la violence vécues par des femmes de différents quartiers de Caracas révèle alors comment les politiques de militarisation de la sécurité citoyenne ont pour conséquence de laisser les mères plus démunies, renforçant ainsi leur soumission aux pouvoirs armés locaux. En effet, ces politiques privent les femmes des ressources qu'elles mobilisent traditionnellement pour négocier des améliorations pour la vie en communauté.

3. Le Venezuela en tant qu'enjeu global : des expériences migratoires à la scène internationale

Aujourd'hui la société vénézuélienne ne se construit plus seulement à l'intérieur mais aussi en dehors des frontières de l'État, le Venezuela étant devenu un enjeu international de premier plan.

Fernando Garlin explore les contradictions des politiques d'accueil des réfugiés vénézuéliens en Amérique latine, à partir du cas de la Colombie. Souvent décrite comme « politique des portes ouvertes », la gestion des flux migratoires par l'État voisin a pourtant instauré de multiples barrières administratives rendant difficile l'installation durable des Vénézuéliens. Durant le confinement dû à la pandémie de Covid-19, nombre d'entre eux ont perdu leurs moyens de subsistance, et se sont vus forcés de retourner au Venezuela. Le gouvernement Maduro leur a alors imposé des quarantaines dans des conditions précaires et contraignantes, faisant du retour une épreuve aussi sinon plus pénible que le départ.

En matière migratoire comme de politique internationale, la Maison Blanche a pris des décisions lourdes de conséquences pour les Vénézuéliens, dont le pays s'est même invité dans la dernière campagne présidentielle. **Alejandro Velasco** décrit comment l'administration Trump, s'érigeant en « protectrice de la démocratie » à des fins essentiellement électorales, a mené une politique largement contre-productive en la matière. Tandis que les sanctions économiques visant directement l'État vénézuélien n'ont fait qu'aggraver les souffrances des habitants au quotidien et les rendre plus dépendants des ressources gouvernementales, le soutien inconditionnel accordé à la « présidence par intérim » du jeune député Juan Guaidó a poussé ce dernier à la surenchère face à un président Maduro bien moins faible dans les faits que dans les urnes, et ce au détriment d'une solution négociée au conflit politique national.

Migrer chez soi, rentrer chez l'autre : les détours entre la Colombie et le Venezuela des réfugiés vénézuéliens durant la pandémie de Covid-19

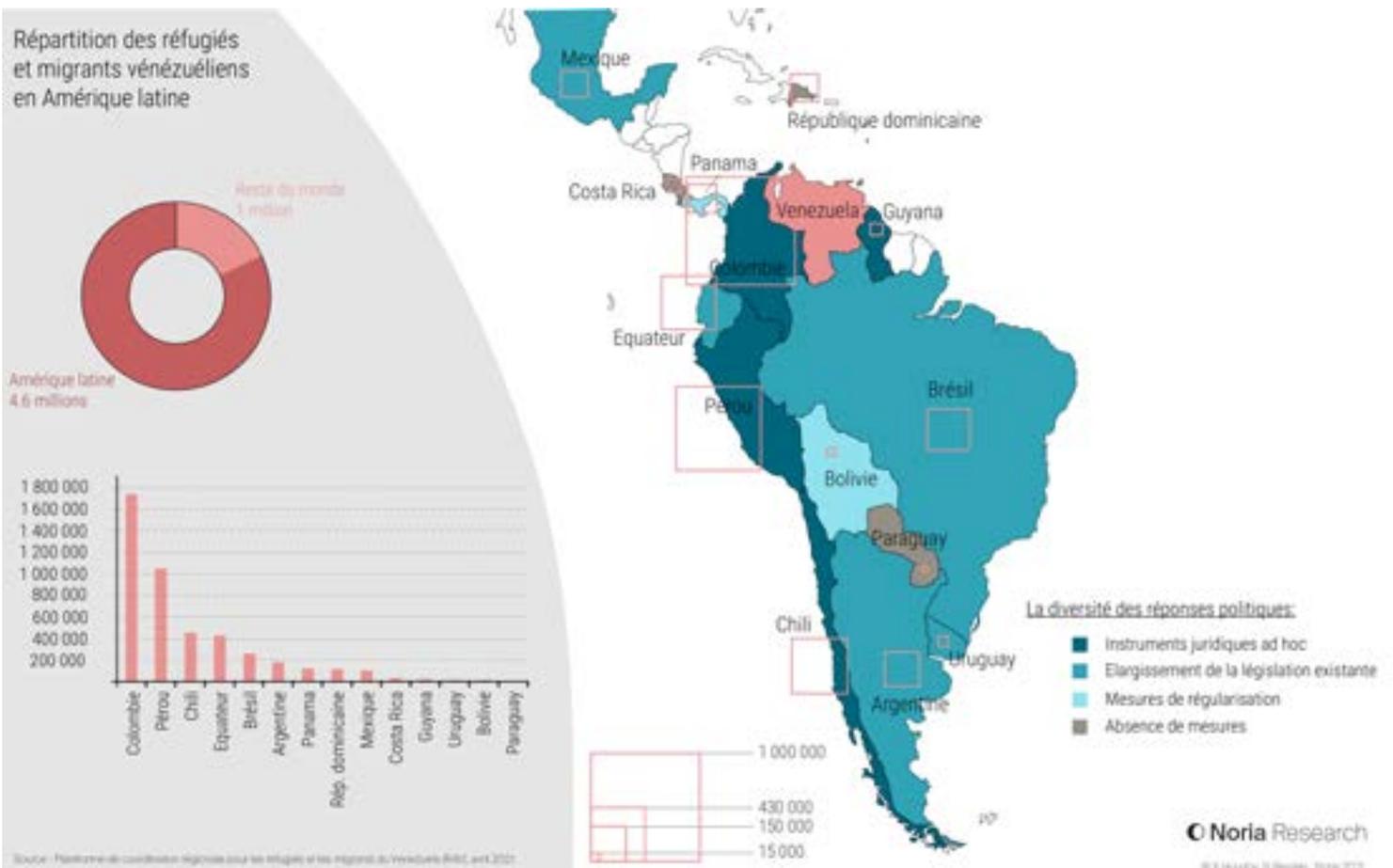
Entretien avec Fernando Garlin Politis,
réalisé par Yoletty Bracho



Pouvez-vous établir un rapide état des lieux des migrations vénézuéliennes en Amérique latine ? Plus précisément, quelles sont les politiques d'accueil des réfugiés vénézuéliens dans la Colombie voisine ?

En moins de six ans, la migration vénézuélienne est devenue le plus grand exode de l'histoire contemporaine en Amérique latine et le deuxième au monde derrière celui des Syriens. Face à l'arrivée massive des Vénézuéliens, la plupart des pays sud-américains ont mis en place des mesures afin de contrôler ou organiser ces flux. Ainsi, des visas « humanitaires »

ou « démocratiques » ont été délivrés dans le but de réguler la situation des Vénézuéliens en Équateur, au Chili et au Pérou. Par rapport aux politiques spectaculaires de refoulement et de déportation des populations réfugiées qui ont lieu aux frontières des États-Unis et de différents États européens, ces restrictions apparaissent plus subtiles et leurs effets en matière de division et de marginalisation des populations moins perceptibles.



Le pays qui reçoit le plus grand nombre de réfugiés vénézuéliens est la Colombie. En février 2020, les statistiques officielles comptabilisaient 1.825.000 Vénézuéliens sur le sol colombien; parmi eux, 66 % vivaient en situation irrégulière. Ces chiffres sont contestés par d'autres organisations internationales, qui les jugent trop faibles et considèrent qu'il y aurait jusqu'à 3 millions de Vénézuéliens en Colombie.

Dans ce contexte de migration massive, le gouvernement colombien a construit sa politique d'accueil des réfugiés vénézuéliens en deux étapes. La première s'étend de 2018 jusqu'au mois de janvier 2021 : durant celle-ci, le discours officiel a promu une politique d'« intégration par le travail ». La deuxième, qu'on pourrait qualifier de politique d'« intégration humanitaire », débute le 8 février 2021 avec la promesse de régulariser 1,7 million de Vénézuéliens sans-papiers sur le territoire à travers un « statut de protection temporaire ». Cette deuxième étape étant encore trop récente, lors de cet entretien je vais me concentrer sur la politique « d'intégration par le travail », son bouleversement durant la première année de la pandémie et ses effets sur les parcours des réfugiés vénézuéliens.

En 2018, un permis spécial de séjour (PEP) a été délivré aux réfugiés vénézuéliens. Il leur offrait un droit de résidence temporaire d'une durée de 90 jours, prolongeable jusqu'à deux ans. Bien que gratuite, l'obtention d'un PEP requérait la présentation d'un passeport valide, une condition qui excluait de fait un grand nombre de réfugiés. En effet, les Vénézuéliens peuvent attendre jusqu'à un an pour recevoir leur passeport s'il est sollicité par voie officielle, un délai que beaucoup, dans l'urgence, choisissent d'écourter en déboursant parfois jusqu'à 2000 dollars aux employés de l'administration. Dans la mesure où l'une des raisons principales qui poussent les Vénézuéliens à fuir le pays est précisément le manque de moyens économiques, les mécanismes officieux d'obtention d'un passeport s'avèrent difficiles d'accès pour ceux qui se trouvent en situation de précarité économique, obligeant les candidats à contracter des emprunts qui les font arriver en Colombie dans une situation de précarité encore plus

grave.

Cependant, une fois la période de validité du PEP dépassée, aucun mécanisme d'accès à la résidence permanente en Colombie n'était prévu. Cette restriction a d'autant plus d'effets sur la vie des réfugiés vénézuéliens que ceux-ci, comme le signalent des associations de Vénézuéliens en Colombie, rencontrent déjà de fortes difficultés à ouvrir un compte bancaire, à obtenir des contrats de travail, à s'inscrire à l'université ou encore à faire reconnaître leurs expériences professionnelles passées. Ce dernier aspect force une grande partie d'entre eux à vivre de l'économie informelle, notamment par le commerce de rue et en particulier la vente ambulante de café ou de bonbons.

Ces réalités ont été bien résumées par le représentant d'un organisme humanitaire international, qui déclarait lors d'un forum universitaire auquel assistaient des représentants du ministère du Travail colombien que « les Vénézuéliens doivent occuper les postes dont les Colombiens ne veulent plus : la collecte des débris ou des déchets, les tâches lourdes dans les industries ou autres secteurs d'activités ». Ces situations viennent par conséquent fortement battre en brèche le discours des autorités colombiennes mettant en avant une supposée « intégration par le travail ».

Dans ce contexte de durcissement de la politique d'accueil, on suppose que la pandémie de Covid-19 a eu des effets encore plus restrictifs sur les parcours des réfugiés. Quels sont les impacts sur les politiques d'accueil et quels effets le confinement a-t-il pu provoquer chez les réfugiés vénézuéliens ?

La pandémie de Covid-19 a fortement mis à l'épreuve les politiques migratoires colombiennes à l'égard des réfugiés vénézuéliens. La fermeture des frontières le 14 mars 2020 et la mise en place du confinement une semaine plus tard – jusqu'au 31 août, soit pendant plus de cinq mois – ont entravé les activités commerciales qui constituent les seules sources de revenus pour une communauté qui dépend à 90% du travail informel,

selon le Bureau national de la statistique (DANE). À cela s'ajoute la fermeture de la plupart des bureaux d'aide aux réfugiés, tout comme celle des lieux d'accueil de Vénézuéliens privés de soutien économique.

Cette conjoncture laisse supposer que l'insécurité économique et l'absence de protection de la population vénézuélienne réfugiée en Colombie se sont encore renforcées. Cela révèle une fois de plus les limites du discours d'« intégration par le travail » et met en lumière les pratiques subtiles de refoulement que comprend cette politique migratoire. L'insécurité et la précarité grandissante des réfugiés vénézuéliens se soldent en effet par le retour d'une partie d'entre eux dans leur pays d'origine.

Les statistiques colombiennes montrent que 2,35% de la population totale de réfugiés vénézuéliens sont retournés au pays durant l'année 2020, une dynamique qui reste toutefois minoritaire, puisqu'avant les mesures de restriction liées à la pandémie, les arrivées en Colombie ne cessaient d'augmenter. On observait une hausse de 62% entre 2017 et 2018, et de 39,45% entre 2018 et 2019. Enfin, ces statistiques doivent être mises en relation avec les témoignages de milliers de familles de *caminantes* (marcheurs) vénézuéliens, qui traversent quotidiennement la frontière *via* des routes clandestines, ce malgré les fortes restrictions en vigueur pour cause de pandémie.

Qui sont ces réfugiés qui entreprennent le voyage de retour et comment bâtissent-ils ce trajet à la fois d'un point de vue matériel et subjectif ?

Lors des entretiens que j'ai pu mener à distance du fait des restrictions d'accès et de circulation, j'ai identifié deux grandes catégories de Vénézuéliens qui rentrent au pays.

La première, minoritaire, est composée de membres d'une classe moyenne périurbaine qui retournent au Venezuela de manière définitive. Trois raisons principales semblent motiver ce retour. D'abord, ces personnes disposent d'un toit, ce qu'elles n'arrivent pas forcément à se procurer en Colombie : elles sont propriétaires d'un appartement ou de la maison familiale. Elles considèrent alors qu'à situation d'incertitude égale, elles se débrouilleront mieux dans leur pays d'origine. Les discriminations qu'elles subissent en Colombie, et notamment l'impression d'être traitées comme des « mendiants » figurent comme la troisième raison. Par ces témoignages, on peut en déduire que les attaches à la fois économiques et familiales motivent le retour dans le pays d'origine d'un groupe doublement déclassé, tant dans son pays d'origine que dans celui de destination.

La deuxième catégorie, majoritaire, est composée de personnes issues des classes populaires provenant de la périphérie des petites villes et des zones rurales vénézuéliennes. Elles rentrent au pays pour mieux préparer leur prochain départ : comme l'affirme Franklin, il s'agit « maintenant [de] migrer chez soi, ensuite [de] rentrer chez l'autre ». Les membres de ce groupe ont vécu une première expérience migratoire difficile, étant partis sans papiers et sans connaître les procédures légales pour obtenir un permis de résidence en Colombie. En conséquence, ils ont été la cible d'escroqueries en tentant par exemple de régulariser leur situation migratoire, notamment lors de l'achat d'une carte d'identité ou d'un PEP.

Ces réfugiés ont décidé d'émigrer en réaction à un élément déclencheur : l'assassinat d'un membre de la famille, le manque d'approvisionnement en aliments, en eau ou en électricité, la pénurie de médicaments dans les hôpitaux, entre autres. À la suite de ces faits, ils ont décidé de quitter leur pays et d'entreprendre un long trajet, la plupart du temps à pied. Ils affirment avoir appris à « survivre » face aux différentes situations de précarité qu'ils ont affrontées et se montrent prêts à refaire plusieurs fois ce trajet dans une recherche infatigable de meilleures conditions de vie.

On comprend par votre suivi de ces groupes de réfugiés que le projet de retour est un projet complexe dont les issues sont diverses. Quel accueil leur est-il réservé une fois de retour au Venezuela et dans le contexte sanitaire actuel ? Quels sont les mécanismes expliquant que certains décident d'y rester, tandis que d'autres préparent un nouveau départ ?

Une fois la démarche d'un retour au Venezuela enclenchée, le trajet emprunté varie en fonction de la qualité des relations sociales. L'histoire de Yolanda, une réfugiée qui est rentrée définitivement au Venezuela après deux ans de séjour en Colombie illustre bien les difficultés auxquelles sont confrontés les Vénézuéliens lors de leurs parcours de retour en contexte de pandémie.

Yolanda vient de la périphérie de Caracas, où elle travaillait dans un salon de coiffure. Elle a décidé d'émigrer en Colombie après avoir obtenu par des amis une offre de travail en tant que coiffeuse à domicile dans la ville frontalière de Cúcuta. L'annonce du confinement l'a contrainte à arrêter son activité. Sans perspective de stabilité économique à court terme, et sans soutien de la part de son entourage, elle a choisi de rentrer au Venezuela et d'y vendre les par-

fums qu'elle s'est procurés en investissant ses économies comme moyen de subsistance temporaire.

Le trajet de retour de Yolanda commence donc à Cúcuta, où elle s'est inscrite sur une liste d'attente pour passer la frontière par un couloir humanitaire. Le dix-septième jour, alors que l'attente pouvait durer encore deux semaines et qu'elle manquait d'argent pour subvenir à ses besoins durant ce délai, Yolanda décide d'appeler son cousin. Ce dernier, membre des forces armées vénézuéliennes, a fait jouer ses connaissances parmi les employés colombiens des autorités douanières pour permettre à Yolanda de traverser la frontière seulement deux jours plus tard. Cet exemple montre qu'une gestion de la frontière se fait au moyen d'échanges ordinaires et officieux entre fonctionnaires vénézuéliens et colombiens.

Une fois au Venezuela, le parcours de Yolanda a subi de multiples détours. Elle a d'abord été transférée dans l'un des « refuges » mis en place par le gouvernement pour contrôler la mobilité des Vénézuéliens dans le pays afin d'éviter la propagation du virus. Ces espaces sont connus sous le nom de Points de Service social intégral (PASI). Elle a ensuite été transférée dans un centre sportif administré par des militaires qui veillaient sur place le jour et repartaient le soir.

Lits de camp dans un refuge



Les « réfugiés » devaient demeurer dans cet établissement de fortune jusqu'à l'obtention des résultats de tests Covid. Après ce deuxième refuge, Yolanda a été transportée vers un établissement scolaire où elle a séjourné durant neuf jours. Elle est parvenue à quitter rapidement les lieux en gagnant les faveurs du surveillant de l'école après l'avoir prévenu de l'urgence à faire sortir deux femmes qui étaient sur le point d'accoucher.

Une fois arrivée à Caracas, elle explique que contrairement à plusieurs connaissances placées dans un hôtel pendant vingt-et-un jours comme (dé)mesure préventive de la part du gouvernement, elle a été « laissée en liberté » sans en connaître la raison. Finalement, après un parcours long de cinquante-huit jours, Yolanda affirme que son retour est définitif, même si elle continue à échanger par WhatsApp avec des réfugiés rencontrés dans le refuge de San Antonio del Táchira, qui l'invitent à reprendre avec eux le chemin de la Colombie dès que les frontières rouvriront. Malgré cela, elle se prépare plutôt à rester, en arguant qu'elle aime son pays, même si la vie y est toujours difficile, et qu'elle s'y sent désormais un peu étrangère.

Deux raisons principales semblent expliquer ce choix : tout d'abord, Yolanda a été obligée de s'endetter en Colombie pour subvenir à ses besoins, une situation qui l'angoisse ; ensuite, elle affirme préférer survivre dans une ville où elle peut assurer un toit à ses filles, ce qu'elle peut faire plus facilement au Venezuela qu'en Colombie. Et pourtant, elle finit par se dire prête à repartir, si « Dieu en décidait ainsi ».

Suivre ces parcours difficiles et parfois instables pose la question des effets qu'ils peuvent avoir sur les réfugiés. Pourriez-vous nous parler de la subjectivité des réfugiés que vous suivez ?

En suivant le parcours de Yolanda et d'autres réfugiés durant la pandémie j'ai observé les effets de cette expérience sur la manière dont ils définissent leurs besoins objectifs (nourriture, hébergement, soins...) et subjectifs (se sentir légitime, pris en compte...), et sur leur capacité à entrer en contact avec les autorités publiques et internationales afin de subvenir à ces besoins. L'expérience de Yolanda révèle un sentiment de détachement provo-

L'intérieur d'un refuge



qué par la subtilité du refoulement entre la Colombie et le Venezuela. Son parcours de réfugiée, auquel s'ajoute son immobilisation à cause des mesures sanitaires établies par les deux pays, fait ressortir le peu (ou l'absence) d'attentes qu'elle nourrit vis-à-vis des protections à la fois gouvernementales et internationales. Il s'agit d'une expérience subjective qui empêche des réfugiés comme Yolanda de se revendiquer comme ayant droit et en conséquence les éloigne des démarches d'obtention de protection qui s'offrent à eux.

L'expérience migratoire produit aussi des effets forts sur la manière dont ces personnes envisagent l'avenir. En effet, nombre de réfugiés qui rentrent au Venezuela n'ont plus pour rêve d'améliorer leur situation. Cette absence d'espoir est d'autant plus forte en contexte de pandémie, puisqu'à leur retour les réfugiés ont été largement criminalisés par leur gouvernement, provoquant de nouveaux sentiments d'exclusion, cette fois-ci dans leur propre pays. Un de mes enquêtés résume très bien ce sentiment : « Je ne demande rien à personne, je ne veux pas qu'on me donne quoi que ce soit, je veux juste avoir quelque chose à faire et qu'on me paye pour que je puisse manger, n'importe où ».

Ainsi, les pratiques de refoulement subtiles des réfugiés sont devenues plus visibles lors de la pandémie de Covid-19 des deux côtés de la frontière, produisant des sujets détachés de la protection sociale et sanitaire de chaque État.

Pour aller plus loin :

- Eduardo Domenech, «“Las migraciones son como el agua”»: Hacia la instauración de políticas de “control con rostro humano”», *Polis* [en ligne], 35 | 2013

« Toutes les options sont sur la table » ? La politique vénézuélienne des États-Unis sous l'administration Trump

Entretien avec Alejandro Velasco,
réalisé par par Fabrice Andréani



Comment caractériser la politique des États-Unis à l'égard du Venezuela au cours des quatre dernières années ?

Dès la prise de fonction de Donald Trump, son administration a traité la question vénézuélienne conformément à sa conception singulière des affaires étrangères, voire de la politique en général. Si, tout au long de ces quatre années, le président et son équipe ont déployé une campagne agressive, dite de « pression maximale », à l'encontre du gouvernement de Nicolás Maduro, il ne s'agissait pas pour autant d'une stratégie cohérente, articulée autour d'objectifs répondant à des intérêts nationaux clairement identifiés. On a plutôt eu affaire à une politique désarticulée, menée par à-coups, souvent contradictoire et fortement empreinte des intérêts spécifiques – et régulièrement concurrents – de ses responsables politiques.

Cette campagne s'est distinguée d'une part par l'adoption de sanctions financières et commerciales indiscriminées contre l'État vénézuélien, censées ouvrir la voie à un hypothétique « changement de régime » (« *regime change* »). Elle s'est caractérisée d'autre part par une communication officielle menaçante de la part de D. Trump et ses collaborateurs, qui ont régulièrement fait savoir à N. Maduro que « toutes les options [étaient] sur la table ». Sauf qu'en affectant la population bien plus que le régime en question, les sanctions n'ont fait qu'aggraver une situation humanitaire déjà extrêmement critique, tandis que les dirigeants boliviens ont rapidement compris que les menaces d'intervention militaire étatsunienne *in situ* n'étaient guère crédibles.

Par cette rhétorique tapageuse, D. Trump a surtout utilisé le dossier vénézuélien pour tenter de s'assurer les voix du Collège électoral de Floride en vue de sa réélection en 2020 : il a ainsi attisé la phobie du « socialisme », ou de la gauche en général, qui règne depuis plusieurs décennies parmi les communautés d'expatriés latino-américains et en particulier chez

les Cubains de Miami. C'est l'une des raisons pour lesquelles dès le début de son mandat, Trump a sous-traité sa politique latino-américaine au sénateur de Floride Marco Rubio, lui-même d'origine cubaine, et dont le principal objectif est de renverser la diplomatie de rapprochement avec La Havane initiée par Barack Obama. Rubio voyait dans l'éviction de Maduro et l'installation à Caracas d'un régime soutenu par les États-Unis un moyen de couper les vivres au gouvernement cubain, largement dépendant du pétrole vénézuélien qu'il acquiert à des tarifs défiant toute concurrence.

Si les autres hauts responsables de l'administration partageaient cette volonté d'étrangler le régime de Maduro et de le voir chuter, le Venezuela était pour chacun un moyen d'atteindre des objectifs différents, jamais une fin en soi. Ainsi des « faucons » Mike Pompeo et John Bolton, devenus respectivement Secrétaire d'État et Conseiller à la Sécurité nationale en 2018 : l'un et l'autre adoptent une rhétorique guerrière, mais Pompeo est parfaitement conscient que tant le Département d'État que la CIA – qu'il a dirigée juste auparavant – sont, tout comme le Pentagone, largement hostiles à toute aventure militaire au Venezuela. Or de son côté, John Bolton entend manifestement utiliser l'éventuel succès d'une opération éclair contre Maduro comme un moyen de convaincre Trump de l'opportunité, ou de la faisabilité, d'une guerre contre l'Iran – une idée qu'il n'a cessé de promouvoir auprès de la Maison-Blanche depuis le premier mandat de George W. Bush (2001-2004).



Début 2019, Donald Trump donne plus de crédit à cette ligne interventionniste. Il accorde son soutien au jeune député Juan Guaidó, qui a été élu « président par intérim » par la majorité parlementaire d'opposition – et appelle l'armée à le rejoindre –, en réaction à la réélection on ne peut moins concurrentielle de N. Maduro en 2018¹⁵. En même temps, Elliott Abrams, un néoconservateur qui a fait ses armes aux côtés de John Bolton dans l'administration de Ronald Reagan (1981-1988), est nommé Représentant spécial pour le Venezuela. De son côté, le Vice-président Mike Pence va alors s'employer à ériger son coreligionnaire évangéliste Guaidó en figure providentielle à même de « libérer » le Venezuela – et de garantir sa réélection avec celle de Trump. Reste que, faute de résultats, Bolton est poussé à la démission dès septembre 2019 ; dans ses mémoires publiées en juin 2020, il reproche explicitement à Trump sa « faiblesse » sur le dossier vénézuélien.

Au fond, chacun de ces responsables avait des raisons spécifiques de se laisser convaincre par les secteurs les plus radicaux de l'opposition vénézuélienne en exil que Maduro était beaucoup plus faible que

ce que les faits sur le terrain ne l'indiquaient. Ainsi, alors que Donald Trump optait pour le dialogue et la recherche d'« accords » (*deals*) avec divers types de régimes répressifs et qui restreignent le pluralisme politique – Corée du Nord, Égypte, Russie, Turquie, Arabie Saoudite – son approche du Venezuela faisait à cet égard figure d'exception. Mais cette posture était à la fois sous-informée et peu cohérente, et par conséquent le plus souvent erratique et contre-productive.

En quoi cette politique s'est-elle distinguée de celle de l'ex-président Barack Obama, et quel bilan peut-on en tirer aujourd'hui ?

La politique de l'administration de B. Obama cherchait à combiner, selon l'expression consacrée, « le bâton et la carotte » : elle impliquait d'une part l'imposition de sanctions financières ciblées contre les hiérarques du régime soupçonnés de corruption, de narcotrafic ou de violations des droits humains, comme le gel de leurs avoirs aux États-Unis et le refus de leur accorder des visas d'entrée sur le sol étatsunien ; et d'autre part

15 Un scrutin largement boycotté, le pouvoir ayant refusé d'actualiser des listes électorales vieilles de plusieurs années (en dépit de l'exode continu), et empêché les partis et candidats d'opposition les plus en vue de se présenter.

l'énonciation sans équivoque des conditions de leur allègement. En 2016, avec l'offensive gouvernementale contre la nouvelle majorité parlementaire d'opposition¹⁶, la tenue d'élections ouvertes et équitables, par lesquelles les Vénézuéliens décideraient librement de leur avenir politique, est devenue la première de ces conditions.

Par contraste, les sanctions de l'administration Trump relevaient du seul « bâton ». Cette approche partait de la conviction que Maduro était politiquement faible et qu'il pouvait être aisément évincé si les principales sources de recettes de l'État, du moins celles perçues en dollars, étaient coupées. Cette politique d'étranglement annoncée en août 2017 – au terme de quatre mois de protestations durement réprimées¹⁷ – a commencé avec l'interdiction faite à Wall Street d'acquérir de nouveaux titres de la dette vénézuélienne. Elle s'est poursuivie avec l'embargo sur le pétrole vénézuélien exporté aux États-Unis et le gel des avoirs et actifs de l'État vénézuélien dans ce pays et chez certains de ses alliés (2019), dont notamment Citgo, la filiale de l'entreprise pétrolière nationale PDVSA, propriétaire d'un vaste réseau de raffineries et de distribution sur le sol étatsunien.

« Cette politique a renforcé l'emprise de N. Maduro et de ses proches sur la majorité des Vénézuéliens »

Ces mesures ont fini par affecter l'ensemble de la population, en particulier depuis la fin des dérogations initialement accordées aux partenaires étatsuniens de PDVSA sur le sol vénézuélien, et l'interdiction faite à Caracas d'importer de l'essence et du diesel depuis les États-Unis (courant 2020). Cette politique s'est avérée contre-productive, en ce qu'elle a renforcé l'emprise de N. Maduro et de ses proches sur la majorité des Vénézuéliens qui, ne disposant pas d'un accès régulier aux devises telles que le dollar ou l'euro, ont vu s'accroître leur dépendance vis-à-vis des maigres ressources – en particulier alimentaires – administrées par le gouvernement. En outre, ces mesures ont permis à Maduro de reconnaître après quatre ans de déni l'existence d'une crise économique en les érigeant comme seule et unique cause des carences de l'État, et de remobiliser au passage des soutiens autant dans le pays qu'à l'international.

En parallèle, lorsque les États-Unis reconnaissent, en 2019, la « présidence par intérim » de Juan Guaidó, une cinquantaine d'États leur ont emboîté le pas en Amérique latine et en Europe. Mais là encore, cette stratégie d'isolement diplomatique a produit l'effet inverse que celui escompté : tant l'armée que les alliés de Maduro à l'international, comme Cuba, la Russie, la Chine, mais aussi la Turquie, lui ont réaffirmé leur soutien, ternissant les espoirs suscités par Guaidó. Celui-ci s'est vu acculé à des choix tactiques toujours plus erratiques. Il a ainsi mis en scène en avril 2019 un coup d'État militaro-judiciaire *in fine* avorté, la plupart de ses soutiens supposés au sein du régime ne s'étant jamais manifestés. Quelques mois plus tard, il a encouragé l'élaboration d'un plan de débarquement de militaires vénézuéliens et de mercenaires étatsuniens, qui s'est matérialisé en mai 2020 de façon aussi spectaculaire que désespérée.

16 À partir de 2016, N. Maduro a usé sans interruption de l'état d'exception pour rendre inopérante l'écrasante victoire de l'opposition aux législatives de 2015 – qui augurait d'une quasi-cohabitation –, suspendant notamment un référendum populaire sur sa révocation à mi-mandat.

17 Et soldées par l'installation d'une Assemblée constituante « plénipotentiaire » après un scrutin taillé sur pièces par le régime et boycotté par une vaste majorité d'électeurs.

Autant de choix qui ont fini par miner la crédibilité de la figure du « président par intérim » dans le pays comme à l'international – y compris à la Maison Blanche –, et fissurer l'opposition comme rarement auparavant, tout en renforçant au passage la réputation des services de contre-espionnage du régime et de leurs partenaires cubains. En outre, par cette stratégie court-termiste, les États-Unis et Guaidó ont été pris dans un cercle vicieux marqué par l'application de sanctions toujours plus sévères et contre-productives.

Ironiquement, l'administration Trump et le « gouvernement virtuel » de Guaidó, tel que le qualifient ses critiques au sein de l'opposition, auront bien appuyé une sorte de « changement de régime », mais à contresens : après avoir donné des signes de vacillement en 2016-2017, ce régime autoritaire s'est mué en une dictature relativement consolidée qui fait face à une opposition bien plus impuissante qu'auparavant.

Faut-il s'attendre à un changement de cap de la part de la nouvelle administration de Joe Biden ?

Sur la question vénézuélienne, Joe Biden devra faire face à des vents contraires. D'un côté, tout allègement de la pression exercée sur Caracas et/ou La Havane risquerait de l'empêcher de gagner le vote des communautés d'expatriés et d'exilés cubains et vénézuéliens en vue des élections de mi-mandat, alors que celles-ci ont permis au

Parti républicain de conserver la Floride en 2020.

De l'autre, le bilan négatif de la « pression maximale » mise en œuvre par l'administration Trump appelle clairement à une réévaluation, d'autant que la crise qui persiste au Venezuela a pris une tournure régionale avec l'exode de millions de personnes vers les pays voisins, mettant à l'épreuve des économies locales et des services publics déjà précaires, et générant des réactions xénophobes en Colombie, au Pérou, en Équateur, au Brésil et ailleurs. Ces problèmes n'ont fait que croître pendant la pandémie de Covid-19, et risquent de s'accroître lorsque ces sociétés tenteront de se relever dans les mois à venir. Si bien que par-delà leurs divergences idéologiques, les autres gouvernements latino-américains vont sans doute être amenés à redoubler d'efforts pour inciter les États-Unis à agir autrement.

Les outils dont dispose l'administration Biden pour reconfigurer une telle politique sont nombreux. Comme promis durant la campagne présidentielle, les Vénézuéliens exilés aux États-Unis bénéficient désormais d'un Statut de protection temporaire (TPS) qui leur permet de s'établir et de travailler légalement pour une durée de 18 mois. Joe Biden pourrait renouer avec certaines dispositions clés mises en œuvre par l'administration Obama, notamment en liant la flexibilisation des sanctions financières et commerciales à une série de conditions politiques clairement énoncées.



Dans le même ordre d'idées, un rapprochement avec des figures plus modérées de l'opposition qui n'ont pas quitté le Venezuela, comme l'ex-candidat aux présidentielles de 2012 et 2013 Henrique Capriles, pourrait faciliter une reprise des pourparlers initiés par la Norvège entre les parties en lice, en vue d'une solution électorale incluant le chavisme – qu'il soit incarné ou non par Maduro. Les dernières tentatives dans cette direction avaient été sabordées par l'administration précédente, qui avait poussé Guaidó à la surenchère. En somme, si tout changement de cap à l'égard du Venezuela présente des risques pour Biden et son parti, rien ne serait plus périlleux et contre-productif que le maintien du *statu quo*.

Comment Maduro va-t-il tenter de se relégitimer sur la scène régionale et mondiale ?

Il faut bien comprendre que la légitimité que Maduro compte faire valoir dans la région tout comme à l'international n'est d'ordre ni démocratique ni électoral, mais bien *politique*. Ces quatre dernières années, et *a fortiori* depuis la présidentielle ultra-controversée d'avril 2018, les leaders antichavistes se sont efforcés, de concert avec l'administration Trump, de « ringardiser » le président à l'étranger. Ils ont participé à construire et à véhiculer une vision totalement erronée selon laquelle son absence de légitimité *de jure* équivaldrait à une absence de légitimité *de facto*. Dès lors, afin de disposer de marges de manœuvre cruciales à toute éventuelle négociation avec ladite « communauté internationale », Maduro va prolonger ses efforts pour d'une part consolider son contrôle sur les forces politiques se réclamant du chavisme et d'autre part maintenir la fragmentation de l'opposition.

Sur le premier aspect, les législatives du 6 décembre 2020 ont fait l'objet, tant en amont qu'en aval, de manœuvres judiciaires et d'irrégularités de la part du clan Maduro à l'encontre de l'opposition, mais aussi de néo-dissidents, dont la modification *in extremis* du mode de scrutin. Ces mesures ont permis au gouvernement de rafler plus de 90 % des sièges

de députés, mais au prix du boycott des principaux partis d'opposition. Elles ont aussi participé à étouffer toute velléité critique au sein du camp chaviste ainsi qu'à récompenser les « maduristes » loyalistes, consolidant ainsi un peu plus la mainmise de Maduro sur les institutions.

Sur le second aspect, l'opposition a en parallèle recommencé une fois de plus à se ronger de l'intérieur. En effet, en dépit des soutiens à l'international dont Guaidó continue de se prévaloir, la fin du mandat légal de l'ex-Assemblée nationale (le 5 janvier 2021) et le départ de Donald Trump de la Maison-Blanche (le 20 janvier) ont sérieusement remis en question sa capacité et sa légitimité à représenter – et *a fortiori* à diriger – une opposition de plus en plus hétérogène et fragmentée.

Noria Research

From fieldwork to knowledge

Noria Research

www.noria-research.com

 @Noria_Research